

Représentations de la violence basée sur le genre dans les médias

Recherche et analyse documentaires portant
sur Les directives d'Aura Freedom sur
La violence basée sur le genre dans les médias

Orlaith Croke-Martin – Chargée de recherche
Sabrina Lamanna, MA – Chargée de recherche autochtone

Traduction: Julie Bourbeau

Aura Freedom reçoit l'appui financier de
Femmes et Égalité des genres Canada.



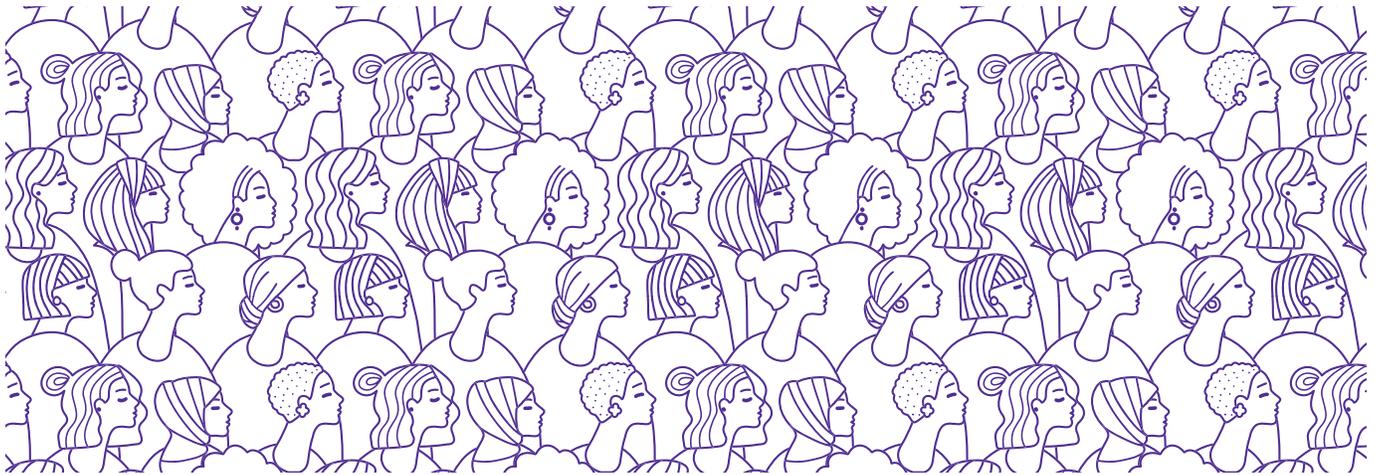
Femmes et Égalité
des genres Canada

Women and Gender
Equality Canada

Canada

2023





Aura Freedom est un organisme féministe communautaire œuvrant au Canada et à l'échelle internationale afin d'éradiquer la violence à l'égard des femmes et la traite des personnes.

Notre vision est celle d'un monde où toutes les femmes et les filles vivent à l'abri de la violence. Chacune de nos initiatives vise à faire de cette vision une réalité.

**Email: info@aurafreedom.org
aurafreedom.org
gbvinthemediacanada.ca**





Introduction

Ce document est une combinaison de recherche et d'analyse documentaires portant sur **Les directives d'Aura Freedom sur la violence basée sur le genre (VBG) dans les médias**. La première section de ce document est une revue documentaire sur la violence basée sur le genre en général, suivie d'une seconde revue documentaire spécifique à la violence faite aux femmes autochtones et aux personnes de diverses identités de genre. Les deux analyses documentaires comprennent une analyse des directives existantes concernant la représentation de la violence liée au genre dans les médias, ainsi qu'une analyse thématique de la recherche et d'autres documents sur ce sujet.

La violence basée sur le genre est définie comme *une violence commise à l'encontre d'une personne en raison de son genre, de son identité de genre, de son expression de genre ou de sa perception de genre*. La VBG est présente dans le monde entier et la directrice générale d'Aura Freedom, Marissa Kokkoros, la décrit comme « *l'une des violations des droits de la personne les plus répandues et les plus normalisées qui soient* » (Kokkoros, 2020). La plupart des VBG, également connues sous le nom de violence faite aux femmes (VFF), sont perpétrées par des hommes sur des femmes (Aura Freedom, 2023). Nos définitions officielles de la VBG et de la VFF pour le champ d'application de ce projet se trouvent dans **Les directives d'Aura Freedom sur la VBG dans les médias**.

Les deux analyses documentaires (VBG générale et VBG autochtone) s'articulent autour de thèmes extraits de notre analyse initiale des directives existantes. Les quatre thèmes principaux sont les *Voix*, la *Langue*, les *Systèmes* et les *Impacts*, que nous définirons plus tard. Ces quatre thèmes sont étudiés en détail dans l'analyse documentaire autochtone. Le thème de la *Visibilité*, ainsi que deux autres thèmes visant à recadrer, restaurer et rendre leur pouvoir aux peuples autochtones par le biais d'approches du journalisme transformateur basées sur le désir et tenant compte des traumatismes, y sont également abordés.

L'objectif de nos deux analyses documentaires (générale et autochtone) est de recueillir des données qui serviront à la rédaction des nouvelles **Directives d'Aura Freedom sur la VBG dans les médias**, ainsi que de jeter les bases de notre recherche auprès du Réseau national dans le cadre du projet d'Aura Freedom sur **La VBG dans les médias**. Le Réseau national est un groupe pancanadien d'experts en VBG, de défenseurs, d'activistes, de féministes, d'universitaires, de survivantes, de journalistes, d'autres créateurs de directives médiatiques, et plus encore. Le réseau comprend également un réseau national parallèle, dirigé par des autochtones et composé de travailleurs autochtones du secteur de la VBG, d'éducateurs,



de chercheurs, de défenseurs et d'autres personnes. Le réseau national et le réseau national autochtone soutiennent le projet **La VBG dans les médias** en apportant leur expertise, leur point de vue et leurs commentaires sur les documents clés du projet, notamment les directives finales d'Aura Freedom à l'intention des médias.

En analysant les directives et la littérature existantes, nous avons identifié des questions clés et des domaines de transformation, et nous les avons intégrés dans notre recherche collaborative avec le Réseau national. Nous avons pu explorer la manière dont les directives médiatiques existantes reflètent les résultats des recherches actuelles, et discuter des moyens de s'appuyer sur ces travaux et de continuer à repousser les limites des **Médias transformateurs**. Notre définition des médias transformateurs, énoncée ci-dessous, s'inspire fortement de la définition du projet *Out for Change Transformative Media Organizing Project* de 2014, et intègre d'autres éléments que nous avons jugés pertinents pour ce projet.

Les **Médias transformateurs** poursuivent le changement social à partir d'une perspective intersectionnelle ancrée dans la compréhension des structures de pouvoir, le démantèlement du colonialisme et l'intersection de la race, de la classe, du genre, de la sexualité, de la capacité et d'autres positions ; ils font preuve de créativité et imaginent des formes de solidarité qui dépassent les frontières traditionnelles et brisent les moules traditionnels des médias et du journalisme ; ils sont enracinés dans les expériences vécues des communautés qu'ils cherchent à représenter et sont responsables et sensibles aux besoins de ces communautés ; il s'agit d'un mouvement itératif et collaboratif menant à un changement social libérateur. (Traduction libre - Aura Freedom International, projet sur **La VBG dans les médias**, 2022)

Ainsi, **Les directives d'Aura Freedom sur la VBG dans les médias** s'appuient à la fois sur les conclusions de nos analyses documentaires et sur les commentaires et recommandations du Réseau national et du Réseau national autochtone de notre projet sur **La VBG dans les médias**.





Recherche générale et analyse documentaire

Poser de nouvelles questions: Analyser les représentations médiatiques de la violence basée sur le genre et explorer les possibilités de transformation et de mobilisation

Orlaith Croke-Martin - Chargée de recherche pour le projet
sur La VBG dans les médias d'Aura Freedom

Introduction

Cette analyse générale (suivie d'une analyse spécifique aux Autochtones) est divisée en deux parties. La première, intitulée « Recherche documentaire », donne un aperçu général de la recherche sur la représentation de la violence basée sur le genre (VBG) dans les médias. La deuxième, « l'Analyse documentaire », examinera les directives existantes sur la représentation de la VBG dans les médias, étudiera la manière dont elles reflètent les résultats de la recherche actuelle et discutera des moyens de tirer parti de ce travail et de continuer à repousser les limites des **Médias transformateurs**, tels qu'ils ont été définis ci-dessus.

Première partie: Recherche documentaire

Dans le contexte de la recherche, nous rassemblons les recherches existantes sur les représentations de la VBG dans les médias et mettons en évidence les conclusions et les lignes de pensée communes, ainsi que les divergences et les lacunes dans la recherche et les politiques existantes. Nous soulignons les visions partagées par les différents chercheurs, auteurs et communautés, et suscitons la discussion entre eux. Notre objectif n'est pas de trouver une réponse, mais plutôt de rechercher les questions, explicites et implicites, dans la littérature existante sur ce sujet. En utilisant les thèmes extraits de cette analyse, nous mettons en lumière les recherches qui examinent la représentation de la VBG dans les médias, les discours que cette représentation reflète et renforce, et l'impact réel de la représentation médiatique sur les survivants, leurs communautés et notre société.

La majorité des recherches présentées dans ce premier volet ne précisent pas la population à laquelle elles s'adressent en dehors du genre. De plus, de nombreux articles ne se concentrent pas sur une forme spécifique de VBG ou en abordent plusieurs. Lorsque les articles précisent une forme de VBG, nous avons généralisé les résultats à l'ensemble de la VBG. Nous reconnaissons toutefois les différences dans la représentation médiatique des différentes formes de VBG et des différents groupes qui subissent la VBG à l'intersection de l'oppression basée sur le genre et d'autres formes d'oppression systémique telles que la race, la classe, la capacité et bien d'autres. Nous reconnaissons toutefois qu'il ne suffit pas de généraliser les recherches qui ne reflètent pas ces différences pour obtenir une compréhension suffisamment nuancée de la façon dont les représentations médiatiques de la VBG varient en fonction des communautés et des formes de VBG. Alors que dans le cadre de notre recherche documentaire, nous sommes limités dans notre exploration des intersections des différentes positions sociales et de la manière dont elles sont représentées différemment dans la couverture médiatique de la VBG, nos consultations régulières auprès du Réseau national pour notre projet sur **La VBG dans les médias**, ainsi que les groupes de discussion organisés avec d'autres intervenants, abordent chaque thème d'une perspective intersectionnelle, avec des voix d'experts représentant diverses communautés marginalisées et différentes formes de VBG. Veuillez consulter **Les directives d'Aura Freedom pour le projet sur la VBG dans les médias** pour obtenir la liste de tous les membres de notre Réseau national et des participants aux groupes de discussion.

Voix

Dans cette section, nous examinerons les recherches sur l'utilisation des voix d'autorité dans les représentations de la violence basée sur le genre dans les médias. Les directives existantes dans les médias soulignent systématiquement la question des voix d'autorité dans la couverture de la violence basée sur le genre dans les médias : *qui sont les expert(e)s sur lesquels les médias s'appuient pour leurs informations, et pourquoi?* Les directives médiatiques existantes évoquent également la

dépendance excessive à l'égard des responsables de l'application de la loi comme sources d'information, et l'exclusion des experts en matière de VBG et des voix des survivantes dans la couverture médiatique comme étant les principaux problèmes de ce thème.

Dans la couverture médiatique des affaires criminelles, les représentants des forces de l'ordre sont cités la plupart du temps (Welch et coll., 1997). En citant des professionnels des services répressifs et du système de justice pénale, les journalistes laissent entendre qu'ils sont les experts du sujet (Fairbairn et Dawson, 2013). Toutefois, la recherche sur ce sujet met en évidence plusieurs problèmes liés à l'utilisation des responsables de l'application de la loi comme principales sources d'expertise et d'information dans la couverture de la violence basée sur le genre dans les médias.

Les déclarations des représentants des forces de l'ordre se limitent souvent aux caractéristiques d'un crime particulier, et ne fournissent que peu ou pas de contexte supplémentaire (Fairbairn et Dawson, 2013). De cette manière, ces déclarations peuvent être considérées comme étant « neutres » ou « objectives », les supposés experts ne fournissant que les simples faits d'un crime individuel, éliminant ainsi la nécessité pour le journaliste de fournir des perspectives alternatives ou opposées (Bullock et Cubert, 2002). Cependant, Marian Meyers affirme que le récit simpliste fourni par les responsables de l'application de la loi ne sert pas les intérêts des médias ou du public, car il suppose que la cause d'un cas particulier de VBG réside dans la relation entre la victime et l'auteur, plutôt que dans la violence systémique faite aux femmes et l'oppression dont elles sont victimes (1997). En d'autres termes, en réduisant la VBG au « qui, quoi, où » d'un incident individuel, les responsables de l'application de la loi (et les journalistes qui s'appuient sur eux) nient la nature systémique de la VBG dans son ensemble. En effet, Cathy Bullock affirme que, sous son mince voile d'objectivité et de neutralité, le récit fourni par les responsables de l'application des lois est intrinsèquement antiféministe, car il place l'autorité dans les systèmes patriarcaux de l'application des lois et de la justice pénale (2007). De plus, ces systèmes sont intrinsèquement racistes et colonialistes, ce qui réduit encore davantage l'objectivité ou la neutralité des systèmes juridiques et d'application de la loi. Meyers et Bullock soulignent toutes deux que le fait d'offrir une tribune à des voix qui se concentrent uniquement sur les faits juridiques d'un incident de VBG et qui ne placent pas l'incident dans un contexte social plus large n'est pas neutre, mais plutôt en opposition active avec les mouvements féministes, antiracistes et anticolonialistes (1997 ; 2007).

Si les représentants des forces de l'ordre sont surreprésentés dans la couverture médiatique de la VBG, les directives et recherches existantes soulignent le manque de représentation d'experts et d'organisations spécialisés dans la VBG, ainsi que des survivantes (Bullock, 2007 ; Worthington, 2008 ; Fairbairn et Dawson, 2013 ; McGuinness, 2007 ; Gillepsie et coll., 2013). Dans une étude analysant tous les homicides entre partenaires intimes perpétrés par des hommes et rapportés dans trois quotidiens de Toronto, au Canada, au cours de deux périodes distinctes (1975 à 1979 et 1998 à 2002), Jordan Fairbairn et Myrna Dawson ont constaté que la quasi-totalité des articles n'incluait aucune donnée concernant la VBG, ne citait aucun chercheur spécialiste de la VBG ou ne fournissait aucune information sur les groupes de défense ou les refuges pour femmes, alors qu'il n'était pas précisé s'ils faisaient référence à des proches des victimes (2013). Si Fairbairn et Dawson ont constaté que la couverture de la violence basée sur le genre dans les médias s'est améliorée à certains égards, notamment en excusant moins souvent l'auteur du délit et en évitant de jeter le blâme sur la victime, l'exclusion des experts en VBG dans la couverture médiatique contribue à la perception que la VBG est un problème individuel, juridique ou criminel plutôt qu'un problème sociétal (2013). En incluant l'expertise des travailleurs et travailleuses et des survivantes de la VBG, la couverture médiatique pourrait contribuer à améliorer la compréhension sociale de la VBG et de ses causes profondes, et attirer l'attention sur la nécessité d'un soutien social et de solutions à ce problème (Fairbairn et Dawson, 2013).

Plus encore, la VBG envers les femmes marginalisées, par rapport à la VBG envers la victime « idéale » : blanche, hétérosexuelle, sans handicap et privilégiée, est largement sous-déclarée et presque invisible dans les médias (Hart & Gilbertson, 2018 ; Gilchrist, 2010). Cette situation est extrêmement problématique, car les femmes issues des communautés marginalisées sont plus susceptibles de subir des VBG par rapport aux survivantes jugées plus « dignes d'intérêt » et « méritant » la sympathie en tant que victimes (Lykke, 2016). L'invisibilité des survivantes des communautés marginalisées dans les médias normalise la violence à laquelle elles sont confrontées, car elle n'est pas considérée comme digne d'être couverte, ce qui exacerbe leur marginalisation sous l'effet conjugué du sexisme et du racisme structurels. Ainsi, l'absence de représentation des communautés marginalisées et de leurs voix dans les médias contribue à la normalisation de l'augmentation des taux de violence à leur égard.

Fairbairn et Dawson attirent également l'attention sur un enjeu essentiel de la couverture médiatique de la VBG qui est moins représenté dans les directives existantes : le manque de représentation professionnelle des femmes dans l'industrie des médias (2013). Ce constat est corroboré par une étude à grande échelle sur la couverture médiatique de la VBG, qui suggère que le manque de couverture des histoires de VBG pourrait être dû à l'absence de femmes dans les médias (Sutherland et coll., 2015). La revue cite le Women's Media Centre, qui estime qu'aux États-Unis, les hommes sont 1 à 3 fois plus nombreux que les femmes dans le domaine de l'information et des médias (Sutherland et coll., 2015). Cette situation est encore aggravée par des questions de race, d'identité sexuelle et d'autres facteurs, qui obligent les membres des communautés marginalisées à prendre la décision difficile de quitter le secteur médiatique (Wilkinson, 2020). Au Canada, les recherches de MediaWatch montrent que les journaux quotidiens citent rarement les femmes comme expertes par rapport aux hommes (Hackett & Gruneau, 2000). Le rapport sur l'état des connaissances suggère que le manque de représentation dans ce secteur détermine les décisions sur les sujets à couvrir, ce qui a un impact sur la place accordée à la VBG dans les médias (Sutherland et coll., 2015). Le rapport sur l'état des connaissances suggère que le manque de représentation dans ce secteur détermine les décisions sur les sujets à couvrir, ce qui a un impact sur la place accordée à la VBG dans les médias (2013). Ce concept peut être étendu à d'autres formes d'identité qui connaissent des niveaux plus élevés de VBG, tels que la race, le handicap, l'identité de genre et l'orientation sexuelle.

La recherche démontre que la formation à la sensibilité au genre, ainsi que la présence d'un plus grand nombre de femmes dans les médias, peut avoir un impact positif sur la couverture de la VBG dans les médias (Worthington, 2005 ; Worthington, 2008). La couverture médiatique de la VBG s'est considérablement améliorée ces dernières années, notamment en ce qui concerne la culpabilisation de la victime et l'exonération de l'auteur du délit, et elle a également le potentiel de le faire dans son utilisation des sources (Fairbairn & Dawson, 2013). Nancy Worthington a réalisé une étude intéressante qui examine l'effet d'un reportage intentionnellement féministe sur la VBG (2008). Elle a constaté que l'inclusion du point de vue des survivantes et la remise en question du discours dominant sur la VBG dans les reportages médiatiques peuvent réaffirmer et valider cette perspective, mais aussi « révéler quels discours patriarcaux sont les plus redoutables, même face aux tentatives conscientes des codeurs médiatiques de les remettre en question » (Worthington, 2008 ; Esteal, Holland, Judd, 2015). Dans le cadre de cette recherche, l'ajout de reportages féministes a suscité davantage de réactions négatives de la part des lecteurs, qui ont remarqué la différence par rapport aux cadres habituels et attendus de la couverture médiatique (Worthington, 2008). Cette étude remet en question la solution peut-être trop simpliste « de simplement augmenter la présence de femmes » en soulignant que l'intégration d'une perspective féministe et centrée sur l'expérience dans la couverture médiatique de la VBG n'est pas une solution en soi. Si les médias ont un impact significatif sur la perception de la VBG par le public, cette étude montre que **Médias transformateurs** ne peut se produire du jour au lendemain.

En effet, tant dans les directives existantes pour les médias que dans la recherche, il existe un manque de clarté quant à la fréquence à laquelle il convient d'inclure les voix et les perspectives des survivantes. De l'avis général, la couverture médiatique de la VBG doit être centrée sur la survivante et son expérience, et replacer cette expérience dans un contexte social plus large (Sutherland et coll., 2015). Toutefois, l'étude de Worthington soulève un point important en soulignant les effets négatifs potentiels de la mise de l'avant des survivantes et de leur exposition à un examen minutieux (2008). Certaines directives abordent cette question, en soulignant l'importance d'obtenir le consentement des survivantes pour l'utilisation de citations, et en discutant de la responsabilité des journalistes d'utiliser des citations qui ne donnent pas lieu à des spéculations sur l'histoire de la survivante (Our Watch, 2019). Le document de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) intitulé *Ethical And Safety Recommendations For Interviewing Trafficked Women* aborde ce sujet en profondeur et conseille aux journalistes d'informer les survivantes des risques liés au travail avec les médias, de veiller à ce que la couverture médiatique ne traumatise pas à nouveau la survivante, et d'être prêts à offrir des ressources ou à contacter les autorités dans les situations d'urgence (OMS, Zimmerman, 2003). En outre, si certaines recherches soulignent l'importance d'inclure des sources personnelles pour humaniser et personnaliser la survivante, d'autres chercheurs affirment que l'importance excessive accordée aux sources personnelles réduit la VBG à un problème personnel, plutôt qu'à un problème de société (Bullock et Cubert, 2002 ; Bullock, 2007). Il s'agit là d'un autre exemple de la difficulté à centrer le point de vue des survivantes sans créer une perception individualisée de la VBG.

Langage

Dans cette section, nous examinons la recherche sur le langage utilisé dans les représentations médiatiques de la VBG et la manière dont il peut remettre en question ou renforcer les discours dominants sur la VBG, ses auteurs, ses victimes/survivantes et les femmes en général. Les directives relatives au langage sont habituellement constituées de recommandations recommandant un terme plutôt qu'un autre, ce qui semble suggérer que le langage problématique dans les représentations de la VBG par les médias est simplement dû à un manque de connaissance de la terminologie adéquate. Cependant, les recherches présentées dans cette section soulignent que les choix linguistiques ne sont pas faits de manière anodine, mais qu'ils sont plutôt façonnés par des discours généraux concernant la VBG, ce qui implique qu'un changement de vocabulaire n'est pas une réponse efficace au problème plus profond du langage dans la couverture médiatique de la VBG. Les recherches présentées dans cette section nous invitent plutôt à examiner nos choix de mots et la manière dont ils reflètent des récits néfastes sur la VBG.

De nombreuses recherches ont été consacrées à l'examen de la nature sensationnaliste du langage utilisé dans la couverture médiatique de la VBG et des impacts de ce langage sur la compréhension sociale de cet enjeu. Les médias ont souvent recours au sensationnalisme dans la description de la VBG afin d'attirer davantage de lecteurs et d'intérêt (Cullen, 2019 ; Sutherland et al., 2016). On les retrouve souvent dans les titres des incidents de VBG (par exemple, « *De l'amour au meurtre* » ou « *Crimes passionnels* »), ainsi que dans les descriptions des victimes et des survivantes, et des auteurs (Jukic, 2016). Par exemple, les médias donnent une quantité excessive de détails lorsqu'ils relatent des incidents de VBG, comme le nombre de coups de couteau portés à une victime ou les détails de la torture subie par cette dernière (Jukic, 2016). L'inclusion de ces détails graphiques banalise le crime, créant une représentation presque cinématographique de l'incident en utilisant des mots qui provoquent un choc chez le public (Jukic, 2016 ; Journalists Against Violence Against Women, 2021). Ce caractère d'actualité est aggravé si d'autres facteurs idéaux sont présents dans une affaire, tels que la présence d'une victime « idéale », d'un auteur « étranger » inconnu de la victime, etc. (Sutherland et coll., 2016). Les formes non violentes de VBG, qui sont souvent les signes avant-coureurs les plus clairs de VBG plus graves, telles que la coercition et la

manipulation psychologique (aussi appelée « grooming »), sont beaucoup moins représentées dans les médias d'information, ce qui entraîne un manque d'éducation et de sensibilisation qui pourraient contribuer à la prévention d'autres formes de VBG.

Dans une étude sur la couverture médiatique de la violence conjugale aux États-Unis, Bullock a identifié trois cadres principaux utilisés par les médias (2007). Le premier cadre présente les histoires sur un ton pragmatique et objectif et s'appuie fortement sur l'autorité juridique et policière, le deuxième présente l'auteur et les victimes comme intrinsèquement « étrangères » et différentes de la société « normale », et le troisième met un accent excessif sur l'impact de la VBG sur des personnes autres que la victime (Bullock, 2007). Dans le second cadre, la couverture médiatique stigmatisera à la fois l'auteur et la victime, mais aussi l'incident de VBG lui-même, en utilisant des mots comme « *impensable* », « *choquant* », « *bizarre* » ou « *tout droit sorti d'un film d'horreur* » (Sutherland et coll., 2015). Au moment de décrire avec sensationnalisme l'auteur de la VBG, les médias utiliseront des mots comme « *bête* », « *monstre* » ou « *nocturne* », ainsi que d'autres mots déshumanisants (Sutherland et coll., 2015). La représentation erronée de la VBG s'appuie souvent sur des stéréotypes hollywoodiens, mettant l'accent sur les détails sensationnels d'une histoire et créant une image de la VBG laissant à penser qu'il s'agit d'événements rares perpétrés uniquement par des monstres. Au-delà de la propagation de fausses croyances sur la rareté de la VBG, le recours à une représentation stéréotypée de la VBG peut nuire à la probabilité qu'une victime demande de l'aide si son histoire ne correspond pas à la représentation dominante de la VBG.

Souvent associé au sensationnalisme, le langage stéréotypé dans les représentations de la VBG par les médias repose sur des idées discursives profondément enracinées sur la VBG, ses victimes et ses auteurs, et sur les femmes dans leur ensemble. Ce langage est utilisé pour normaliser et renforcer les stéréotypes de la VBG, mais aussi les stéréotypes liés au genre, à la culture et à la race. Il est difficile de séparer les stéréotypes du langage sensationnel, car ils sont souvent inextricablement liés les uns aux autres. Les stéréotypes s'appuient sur des histoires sensationnelles pour renforcer leur crédibilité, et le sensationnel s'appuie sur des croyances stéréotypées profondément enracinées pour attirer l'attention. La représentation erronée et les stéréotypes de la VBG sont souvent présents sous la forme du « mythe du viol », un terme inventé dans les années 1970 (Sutherland et coll., 2015). Selon le mythe du viol, la violence sexuelle existe sur un spectre allant du « réel » à « l'irréel », la seule forme « réelle » de violence sexuelle « *se produisant dans des lieux publics, étant perpétrée par un étranger et impliquant des violences graves* » (Mason & Mockton-Smith, 2008). D'autres stéréotypes liés à la VBG concernent directement les auteurs et les survivantes de la VBG. Custers et Van den Bulk décrivent deux grands stéréotypes, « la victime idéale » et « l'auteur idéal » (2013). La victime idéale est toujours « *une femme, vulnérable, plus faible que l'auteur et sans lien avec lui* », tandis que l'auteur idéal est « *typiquement un homme pauvre, psychotique, sans éducation ou, plus récemment, immigrant (ou une combinaison de ces éléments)* » (Esteal, Holland & Judd, 2015; Custers & Van den Bulk, 2013). En s'appuyant sur ces stéréotypes et cette rhétorique, les représentations de la VBG dans les médias contribuent à des récits néfastes sur la VBG et les femmes, ainsi que sur les personnes racialisées, qui, au mieux, restreignent la définition que la société a de la « véritable » VBG et des victimes « qui le méritent », et, au pire, propagent directement la VBG.

De plus, les représentations de la VBG dans les médias s'appuient souvent sur des stéréotypes raciaux et culturels, ce qui se reflète dans leur langage. Lorsque les médias mettent en évidence la VBG à l'égard des femmes marginalisées et des personnes de sexe différent, les récits sont souvent encadrés par des « mythes du viol » qui ne sont pas seulement liés au sexe, mais également soulignés par une rhétorique portant sur la race, la classe, la capacité et d'autres positionnements sociaux (Meyers, 2004; Jackson, 2013; Jiwani, 2014). Cette rhétorique est utilisée pour stigmatiser

davantage les survivantes et les auteurs, en les éloignant de la « victime idéale » qui mérite notre peine et notre sympathie (Hart & Gilbertson, 2018). Par exemple, les représentations de la VBG perpétrée ou subie par des personnes noires peuvent s'appuyer sur des stéréotypes racistes de déviance sexuelle, soit pour justifier leur perpétration de la violence, soit pour nier complètement leur statut de victime (Lykke, 2016). Ou, dans le cas de la violence à l'égard des femmes handicapées, les médias peuvent s'appuyer sur des récits stéréotypés du consentement et de la sexualité qui perçoit les personnes handicapées comme ne possédant aucune faculté d'agir au niveau sexuel (Shildrick, 2009). En raison du manque de représentation de la VBG à l'encontre et au sein des communautés marginalisées, cette rhétorique et ces mythes restent prédominants dans les représentations médiatiques de la VBG.

Sutherland et coll. montrent comment les stéréotypes raciaux sur la promiscuité sont utilisés dans les représentations médiatiques de la VBG comme un moyen d'attribuer la responsabilité du délit soit à l'auteur, soit à la victime de la VBG, en suggérant que la race rend une personne plus ou moins sujette à la violence sexuelle (2015). Au-delà du niveau individuel, les stéréotypes sont également utilisés pour blâmer une communauté culturelle entière, en suggérant qu'elle est plus encline à la VBG. Gill écrit dans *Problematizing « Honour Crimes » within the Canadian Context* que des mots tels que « *tribal* » et « *barbare* » sont couramment utilisés pour perpétuer des clichés suscitant la peur et la méfiance envers l'Islam en Occident (Gill, 2022). Dans la représentation des incidents de VBG, ces mêmes mots sont souvent utilisés dans les titres d'articles relatant des incidents de VBG impliquant des musulmans (Gill, 2022). L'utilisation d'un langage stéréotypé normalise certains incidents de VBG en les considérant comme des « pratiques traditionnelles » au sein de certaines cultures (Gill, 2022 ; Jiwani & Young, 2006). Les mutilations génitales féminines en sont un exemple : elles sont souvent réduites à des « pratiques culturelles traditionnelles » et ne sont pas reconnues pour leur caractère mondial et transfrontalier ni pour leur ancrage dans l'oppression sexiste (Equality Now, 2022). L'histoire de l'utilisation de stéréotypes raciaux, culturels et autres à l'encontre des femmes et des communautés marginalisées, ainsi que l'impact de cette représentation médiatique sur ces communautés, seront examinés plus en détail dans la section *Impacts*.

La recherche a démontré l'impact de la langue sur la compréhension sociale de la VBG et sur l'empathie envers les survivantes (Sutherland et al., 2015; Anatasio and Costa, 2004; Franiuk, Seefelt, Cypress and Vandello, 2008; Carlyle, Orr, Savage and Babin, 2014). Souvent, ces études analysent la capacité des différents lexiques à accroître la sympathie ou à diminuer la responsabilité perçue à l'égard de la victime ou de la survivante de la VBG (Sutherland et al., 2015; Anatasio and Costa, 2004; Franiuk, Seefelt, Cypress and Vandello, 2008; Carlyle, Orr, Savage and Babin, 2014). De cette manière, nous pouvons identifier une question dans la recherche : *quel est le potentiel du langage pour nous aider à aller au-delà de l'idée d'éviter de faire du mal et à nous diriger vers un plaidoyer transformateur pour les survivantes de la VBG ?* Nous nous intéressons au potentiel du langage pour encourager la sympathie et l'empathie à l'égard d'une survivante individuelle, mais aussi pour ouvrir les yeux du lecteur sur la nature systémique de la VBG et son lien profond avec le patriarcat. Par exemple, nous nous demandons quel serait l'effet de l'utilisation de mots tels que « *misogynie* » et « *féminicide* » lorsque l'on discute des nombreuses formes de violence (physique et autre) qui conduisent à la mort et à la disparition de millions de femmes.

Cadres de référence

Dans cette section, nous aborderons les recherches qui analysent la lentille par laquelle les médias présentent la VBG et l'impact potentiel des différents cadres d'analyse de la VBG. Associer une signification sociopolitique plus profonde à des événements auparavant considérés comme « personnels » et « privés » est un projet de longue date du mouvement féministe qui rend tout politique, de la VPI à l'avortement. Les *Cadres* englobent les deux thèmes précédents, car les *Voix* vers lesquelles nous nous tournons pour obtenir une expertise et le *Langage* que nous utilisons pour décrire la VBG et les femmes qui la subissent reflètent notre compréhension et notre vision de la VBG en fonction d'une optique plus large. Les directives médiatiques relatives aux voix et au langage cherchent à placer la VBG dans un cadre social qui identifie la nature systémique et institutionnelle de la VBG.

Pour mieux comprendre et définir le cadre social de la VBG, nous pouvons nous pencher sur les cadres épisodiques et sur leur nocivité. Dans leur article intitulé *Enduring Themes and Silences In Media Portrayals of Violence Against Women*, Esteal, Holland et Judd définissent les cadres épisodiques comme des cadres qui se concentrent sur l'individu et suscitent ainsi une réaction du public qui *place la responsabilité sur l'individu et supprime la responsabilité collective* (2015). Un cadre social ou thématique, en comparaison, *met l'accent sur le contexte social et politique d'un enjeu, suscitant une réaction du public qui reconnaît la responsabilité sociale* (Esteal, Holland and Judd, 2015). Les exemples de lien avec le contexte social et politique peuvent aller de la présentation de statistiques plus larges sur la VBG à l'établissement d'un lien entre un incident individuel de VBG à l'encontre d'une femme autochtone et le génocide des femmes et des peuples autochtones, en passant par l'examen du rôle de la masculinité toxique et de la violence normalisée dans la culture sportive. Ce que ces exemples ont en commun, c'est qu'un incident individuel de VBG n'est pas présenté comme un événement unique sortant de l'ordinaire, mais plutôt comme un enjeu s'inscrivant dans un récit plus large de la violence systémique à l'égard des femmes, violence qui est malheureusement tout sauf hors de l'ordinaire. Les histoires racontées dans un cadre épisodique ont, par comparaison, l'effet inverse.

Le sensationnalisme reflète et renforce une compréhension épisodique de la VBG, tandis qu'un cadrage social de la VBG reflète et soutient un sentiment de responsabilité sociale à l'égard de la VBG. Dans son étude sur la couverture de la violence psychologique dans les reportages sur la VBG, Christy-Dale Sims a conclu que lorsque les lecteurs s'engageaient dans un cadre épisodique de la VBG, ils estimaient que la violence psychologique ne faisait pas partie de la vie quotidienne des femmes (2008). Grâce à la sélection des histoires par les médias, au sensationnalisme et au vocabulaire de stigmatisation, un cadre épisodique dépeint la VBG comme une anomalie plutôt que comme une forme omniprésente d'inégalité entre les genres. À titre comparatif, Richards, Gillespie et Smith ont constaté dans leur étude de 2011 sur les reportages américains que la couverture médiatique qui utilisait un cadre social était plus susceptible de fournir des ressources aux survivantes de la VBG, et utilisait des défenseurs et des experts de la VBG comme sources d'information (2011). Cette étude, bien qu'elle ait été répliquée une fois, est trop restreinte pour en tirer de véritables conclusions. Il est cependant facile d'imaginer comment une compréhension plus approfondie de la VBG conduirait à l'utilisation du cadrage social et à la reconnaissance de l'importance des ressources pour les femmes à la recherche de soutien et de voix expertes dans le secteur de la VBG (Gillespie et coll., 2013). Toutefois, une compréhension même superficielle de l'industrie des médias soulève une question évidente quant à la capacité des professionnels des médias à utiliser le cadrage social et à leur volonté de le faire dans un contexte social qui récompense le sensationnalisme.

La recherche répond en partie à cette question : les professionnels des médias, en particulier à l'ère de l'actualité en ligne, sont soumis à la pression de couvrir les dernières nouvelles avec une grande rapidité et d'accroître l'intérêt des lecteurs en couvrant des sujets « dignes d'intérêt » (Wozniak & McCloskey, 2010 ; Marhia, 2008). L'étude de Marhia de 2008 a même indiqué une différence notable dans la profondeur de la couverture entre la presse en ligne et la presse écrite, concluant que les formats d'information en ligne offraient une couverture plus superficielle des histoires de violence sexuelle (2008). Sutherland et coll. ont émis l'hypothèse que la pression exercée pour assurer une couverture « succincte » des nouvelles de dernière heure est incompatible avec l'analyse plus approfondie nécessaire pour replacer un incident dans son cadre social (2015). Ce type de couverture s'inscrit dans la catégorie de couverture des histoires de VBG que Bullock a identifiée en 2007 sous le nom de « *cadre juridique et d'application de la loi* », dans lequel les médias utilisent un ton détaché et des descriptions simples pour prouver leur objectivité et ont recours à des personnes issues des milieux juridique et policier en guise d'experts (2007). Comme nous l'avons vu dans notre analyse des *Voix*, ce cadre n'adopte pas non plus une perspective féministe et sociale de la VBG et ne reconnaît pas les incidents individuels de VBG comme faisant partie d'un paysage plus vaste d'oppression sexiste et de patriarcat.

La recherche a fait état d'enjeux liés aux *Cadres de référence* en ce qui a trait avec la couverture médiatique de la VBG, qui a tendance à utiliser des cadres de référence épisodiques, soit sous forme de sensationnalisme, soit en s'appuyant excessivement sur une perspective simplifiée de l'application de la loi. Cela est dû, dans une certaine mesure, aux contraintes qui pèsent sur les journalistes, ou peut-être à un manque de sensibilisation de leur part. En effet, les recherches ont démontré une diminution du sensationnalisme et de la culpabilisation des victimes dans la couverture médiatique de la VBG au fil du temps, ce qui suggère que la sensibilisation et la formation ont un effet significatif sur la capacité des médias à produire des reportages qui s'alignent sur les objectifs féministes (Fairbairn and Dawson, 2013). En ce qui concerne les contraintes imposées aux journalistes, l'étude de cas de Worthington sur la couverture médiatique d'une agression sexuelle sur un campus universitaire offre une perspective intéressante (2008). Elle affirme que si les contraintes qui pèsent sur l'action des journalistes sont liées à la valeur journalistique d'un sujet, les journalistes peuvent s'efforcer de créer des opportunités d'intégrer des perspectives féministes et une action significative dans leur couverture de ces sujets (Worthington, 2008). Par exemple, Worthington a noté dans l'étude de cas que le journaliste a exercé son pouvoir pour tisser des liens avec ses sources et donner la priorité à leur bien-être plutôt qu'à leur contribution au reportage (2008). Worthington a également noté que les ressources de l'organisation médiatique étaient très limitées et qu'elle n'aurait probablement pas été en mesure d'identifier le schéma plus large de la violence qui se produisait sur ce campus universitaire si un informateur tiers ne l'avait pas alertée (2008). Il s'agit d'un bel exemple de la vitalité des liens entretenus avec les organisations externes du secteur de la VBG, dont l'expertise est précieuse pour les organisations médiatiques désireuses de créer des reportages transformateurs sur la VBG.

Impacts

Enfin, nous examinons la recherche en abordant la manière dont les médias représentent les impacts de la VBG, le discours qui l'entoure, ainsi que la façon dont ils abordent les causes sous-jacentes de la VBG et établissent des liens entre ces causes et la couverture médiatique de la VBG. Le thème *Impacts* s'applique à la fois aux événements individuels de VBG rapportés dans les médias, où les effets sur les survivantes et leurs communautés sont représentés, et aux représentations médiatiques de la VBG qui s'inscrivent dans un cadre social plus large, où les effets de la VBG systémique et de l'oppression fondée sur le genre sont

examinés à l'échelle de la société. Par ailleurs, dans le cadre du thème *Impacts*, nous explorons la manière dont les médias reconnaissent leur propre impact potentiel sur les victimes de VBG et sur le mouvement visant à éradiquer la VBG.

En 2013, l'OMS a publié un rapport sur l'impact de la VBG, qui établit des liens clairs entre la VBG et des problèmes de santé physique et mentale, les cycles de violence et les traumatismes intergénérationnels, les troubles liés à la toxicomanie, les taux de suicide et le développement inadéquat de l'enfant (WHO, 2013). Dans le secteur de la VBG, cette connaissance n'est pas nouvelle. Nous voyons les impacts que la VBG peut avoir sur les survivantes tout au long de leur vie. Nous savons également que la VBG peut avoir des conséquences durables sur les familles des survivantes et sur les communautés à plus grande échelle (Aura Freedom International, 2022). La National Research Organisation for Women's Safety d'Australie a publié en 2018 un rapport détaillant les impacts de la VBG que nous vous recommandons pour obtenir un portrait plus approfondi de ce sujet (ANROWS, 2018). Ce rapport est l'un des nombreux à mettre en lumière les recherches qui démontrent les coûts sociaux et sanitaires directs de la VBG à l'encontre des femmes (ANROWS, 2018). Un autre rapport australien, celui-ci remis par PricewaterhouseCoopers Australia en 2015, analyse le coût financier de la VBG. Ce rapport détaillé établit des liens clairs entre la VBG et divers services d'aide sociale, et son titre résume parfaitement sa conclusion : *A High Price to Pay (un fort prix à payer)*. Pour obtenir des informations sur l'impact sociétal de la VBG spécifique au contexte canadien, nous vous recommandons de lire le rapport parallèle Pékin +25 d'Aura Freedom intitulé *Relentless Resilience*, et plus particulièrement la section *Gender-Based Violence In Canada Across The Sustainable Development Goals*, qui démontre l'impact de la VBG sur la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU. Bien entendu, il est important de noter que bien que la VBG ait des effets connus sur la santé mentale, toutes les personnes souffrant de problèmes de santé mentale ne subissent pas ou ne commettent pas systématiquement des actes de VBG.

Malgré la quantité de recherches sur les impacts de la VBG, ce thème n'est pas aussi présent dans d'autres recherches sur les représentations de la VBG dans les médias. Si ces études reconnaissent généralement l'impact de la VBG sur les individus et la société, ainsi que l'impact des médias sur le discours entourant la VBG, elles ne s'intéressent guère à la manière dont ces impacts devraient être pris en compte dans la couverture médiatique. Il est intéressant de noter que cela ne se reflète pas dans les directives existantes relatives aux médias, qui soulignent souvent l'importance de mettre en évidence les impacts de la VBG et d'établir des liens entre les impacts et les coûts sociaux de la VBG afin de susciter un sentiment de responsabilité sociale chez le lecteur (Our Watch, 2019). L'absence de couverture de ce sujet dans la recherche contribue sans aucun doute au manque de clarté sur la manière exacte de représenter les impacts de la VBG. D'une part, nous reconnaissons l'importance de montrer la gravité de la VBG et ses conséquences pour les survivantes, mais d'autre part, les professionnels des médias devraient veiller à ne pas trop insister (et peut-être à éviter le sensationnalisme) sur ces conséquences, ce qui peut avoir pour effet de réduire une survivante et sa communauté à l'état de victime.

Dans le document de Sutherland et coll. *Sur L'état des connaissances*, l'accent principal en lien avec les *Impacts* porte sur la mise à disposition de ressources comme des lignes d'assistance, des refuges et des statistiques sur la VBG (2016). Toutefois, ce document n'établit aucun lien clair entre ces ressources et la connaissance de l'impact de la VBG. Comme nous l'avons mentionné dans la section *Cadres de référence*, la mise à disposition de ces ressources est corrélée à l'utilisation d'un cadre social dans la représentation de la VBG, ce qui laisse entendre que les professionnels des médias qui ont une perspective plus large de la VBG ont également une compréhension plus profonde de l'impact que les médias peuvent avoir sur la sensibilisation à la VBG et sur le discours sur la VBG.

En 2008, Carlyle et coll. théorisent que la mise à disposition de ressources et d'informations dans les médias d'information indique que le sujet traité est sociétal et qu'il nécessite une information publique (Carlyle et coll., 2008). Ainsi, la mise à disposition de ressources implique intrinsèquement que les médias sont responsables de l'intervention dans les questions sociétales, par le biais de la sensibilisation et de l'éducation. Fairbairn et Dawson comparent la situation au SRAS, et nous pouvons étendre cette comparaison à COVID-19; il est très courant que les articles sur la COVID-19 contiennent de nombreuses ressources consacrées à la lutte contre la désinformation sur la COVID-19 et la propagation de la maladie infectieuse, ce qui indique une reconnaissance de l'impact et du rôle des médias quant à l'éducation et à la sensibilisation du public (2013). Cependant, comme le soulignent Fairbairn et Dawson dans leur étude sur l'évolution de la couverture médiatique de la VPI au Canada, la mise à disposition de ressources dans la couverture médiatique de la VBG n'est pas du tout courante (2013).

Malheureusement, le manque de recherche dans le domaine des *Impacts* limite notre capacité à explorer ce thème plus en profondeur. Nous connaissons l'impact des médias sur le discours public et la sensibilisation à des questions sociales telles que la VBG. Nous connaissons l'impact de la VBG sur les survivantes, les communautés et la société en général. Ce que nous ne connaissons pas encore, c'est l'impact positif que pourraient avoir les **Médias transformateurs** sur la VBG. *Quels seraient les impacts sur le public d'une meilleure compréhension des impacts de la VBG non seulement sur les survivantes, mais aussi sur leurs familles, leurs communautés et la vie quotidienne de toutes les femmes et de toutes les personnes appartenant à la diversité de genre ?*



Deuxième partie: analyse documentaire

Dans l'analyse documentaire, nous passons en revue les directives existantes sur la représentation de la violence basée sur le genre dans les médias émanant d'une multitude d'organisations différentes, tant au Canada qu'à l'étranger. Certaines de ces directives sont générales et couvrent la VBG dans son ensemble, tandis que d'autres sont plus spécifiques à la représentation d'une forme de VBG ou de la VBG à l'encontre d'une communauté particulière. Nombre de ces directives se font l'écho des recommandations des uns et des autres, citant souvent d'autres directives comme principale source d'information (Sutherland et coll., 2016). Nous avons examiné plusieurs documents de directives, identifié les recoupements et les différences, et les avons analysés en fonction de quatre thèmes discursifs principaux : *Voix, Langue, Cadres de référence et Impacts*. Les sections suivantes abordent chaque thème en détail et mettent en évidence les meilleures pratiques en matière de représentation de la VBG dans les médias dans les différentes directives examinées.

Voix

Le thème *Voix* souligne la manière dont la représentation de la VBG par les médias détermine les voix, les histoires et les points de vue qui sont mis en valeur et ceux qui sont réduits au silence. Historiquement, les voix des femmes, en particulier celles des femmes marginalisées, n'ont pas bénéficié de la crédibilité et de l'autorité qu'elles méritaient dans les reportages sur la VBG. Bien que cette tendance ait pu changer ces dernières années, les représentations de la violence basée sur le genre dans les médias d'aujourd'hui reflètent toujours une réticence à écouter les véritables experts en matière de VBG, soit les personnes qui l'ont vécue. (Sutherland et coll., 2016). Ces expériences ne se limitent pas aux expériences personnelles de VBG, mais comprennent également l'expérience de terrain acquise en travaillant auprès de victimes de VBG ou, plus généralement, dans le secteur de la lutte contre la VBG.

De nombreuses directives et troussees d'outils destinées aux médias pour la couverture de la VBG soulignent l'importance de rechercher et d'amplifier les voix d'expert(e)s et de personnes ayant des expériences vécues pertinentes (OAIH, 2021; Sutherland et al., 2016; femifesto + collaborators, 2015; Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017). Dans une analyse documentaire contemporaine sur la couverture médiatique de la VBG, les chercheurs ont constaté que les médias s'appuient trop souvent sur des sources liées à l'application de la loi ou au système de justice pénale pour commenter la VBG ou apporter leur expertise en la matière dans leurs reportages (Sutherland, McCormack, Esteal, Holland and Pirkis, 2016; Esteal et al., 2021). S'appuyer sur les voix des professionnels de l'application de la loi ou du système de justice pénale revient à occulter les voix des femmes impliquées ou celles des expert(e)s dans le domaine de la VBG. L'analyse a également montré que lorsque les médias utilisent un « cadre policier », le public reçoit simplement des faits simplifiés (qui, quoi, où, etc.) liés à un épisode singulier, plutôt qu'une représentation précise de la manière dont les femmes subissent la violence, à la fois dans le cadre de ces incidents singuliers et à une échelle sociale plus large. (Sutherland, McCormack, Esteal, Holland and Pirkis, 2016). Ce cadre, et les personnes que les journalistes choisissent de citer dans un article, peuvent avoir un effet significatif sur la manière dont la VBG est dépeinte et sur les personnes dont les voix sont réduites au silence dans ces représentations (Esteal et coll., 2021).

Les meilleures pratiques liées au thème des *Voix*, décrites dans différentes directives relatives à la couverture médiatique de la VBG, portent principalement sur les sources à utiliser pour les reportages dans les médias (Sutherland, McCormack, Esteal, Holland and Pirkis, 2016; femifesto + collaborators, 2015; Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017). Sutherland et coll. résument

ces meilleures pratiques dans leur analyse de la littérature contemporaine sur les reportages des médias sur la VBG :

Évitez de faire appel à des connaissances éloignées qui risquent d'en savoir peu sur le contexte et les circonstances de l'incident ; utilisez judicieusement des personnes ayant un lien émotionnel avec l'auteur et la victime de la violence ; ne vous fiez pas uniquement à la police ou à d'autres membres des forces de l'ordre pour obtenir des commentaires et/ou recherchez des voix alternatives et expertes, telles que les commentaires des survivantes, des représentant(e)s de la communauté ou des chercheurs et chercheuses (Sutherland, McCormack, Esteal, Holland and Pirkis, 2016).

Dans son *guide de style*, la Trans Journalists Association reprend ce conseil en ce qui concerne la couverture médiatique des expériences et des récits trans et souligne l'importance de l'intersectionnalité et de l'expérience vécue dans la représentation médiatique des communautés marginalisées. *Le guide de style* indique que les personnes trans sont des expert(e)s de leurs expériences et que les voix trans devraient être les experts cités dans les articles décrivant ces expériences (Trans Journalists Association, n.d). En effet, les expert(e)s des expériences de violence des femmes transgenres peuvent placer plus efficacement cette violence dans un contexte plus large, en soulignant les rôles croisés de la misogynie, de l'homophobie et de la transphobie, travail que les « qui, quoi, où » ne sont pas en mesure de réaliser. Cet exemple peut être étendu à d'autres communautés marginalisées qui connaissent également des taux élevés de VBG, car leurs expériences sont indissociables de leurs positions. L'expertise ancrée dans les expériences vécues au sein de ces diverses positions est essentielle pour transformer la représentation de la VBG dans les médias.

D'autres directives s'en font également l'écho. Journalists Against Violence Against Women a publié des directives qui recommandent aux rédacteurs et rédactrices en chef « *de ne confier le sujet de la violence à l'égard des femmes qu'à des femmes journalistes qui ont des connaissances ou de l'expérience dans le domaine de la couverture de ce phénomène, dans la mesure du possible* » (2021). Ces directives recommandent également aux rédacteurs en chef « *d'encourager les journalistes à participer à des formations et de les orienter vers des manuels, des recommandations et des directives pour une couverture médiatique responsable du sexisme, de la discrimination et de la violence à l'égard des femmes, et de les orienter vers des pairs qui possèdent une expérience pertinente et qui traitent de ce sujet d'une manière déontologique* » (2021).

Le guide de style de la Trans Journalists Association recommande également une solution à plus long terme consistant à embaucher davantage de reporters et de journalistes transgenres, capables d'apporter leur propre expertise et leurs expériences vécues dans leur travail (The Trans Journalists Association, n.d.). Là encore, cette recommandation peut être étendue aux membres d'autres groupes marginalisés, qui subissent des formes d'oppression croisées qui influencent leur expérience de la VBG. La mise en œuvre de solutions à long terme axées sur l'inclusion de voix diverses garantit que les représentations de la VBG découlent d'une compréhension de l'intersectionnalité et des formes systémiques d'oppression.

Language

Le thème du *Langage* est le plus discuté dans la recherche et les directives sur la couverture médiatique de la VBG. Ces dernières soulignent l'importance d'utiliser un langage et une terminologie appropriés, allant même jusqu'à y faire référence dans le titre *Use The Right Words* (femifesto + collaborators, 2015). Bien entendu, les mots que nous utilisons jouent un rôle essentiel dans la transmission du sens, à la fois implicitement et explicitement, et influencent la manière dont le lecteur percevra un reportage portant sur la VBG. Le thème du *Langage* comporte plusieurs sous-thèmes : le langage sensationnaliste, le langage stigmatisant, le langage stéréotypé, et la

manière dont ces types de langage encadrent la VBG, la crédibilité des survivantes et le concept de consentement, sont quelques exemples souvent cités dans les directives. Dans cette section, nous décrirons ces différentes catégories et les meilleures pratiques liées au langage dans les rapports sur la VBG.

L'un des aspects les plus discutés du langage utilisé dans les rapports sur la VBG est le sensationnalisme, ou l'utilisation d'un langage trop dramatique ou trop graphique pour attirer l'attention du lecteur et provoquer une forte réaction face à l'article (Journalists Against Violence Against Women, 2021). Dans leur étude des directives relatives à la couverture médiatique de la VBG, Sutherland et coll. indiquent que si le sensationnalisme est souvent utilisé pour créer un effet « de choc » ou pour divertir les lecteurs, il peut également servir à masquer la véritable nature de la VBG. (2016). En utilisant un langage qui se concentre sur les détails graphiques et violents, les journalistes perpétuent une représentation clichée de la VBG et occultent les aspects moins « dignes d'intérêt », les signaux d'alarme et les formes de VBG (Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017).

De même, de nombreuses directives relatives à la présentation de la violence basée sur le genre dans les médias. évoquent l'utilisation d'euphémismes pour minimiser la VBG (Sutherland et al., 2016; femifesto + collaborators, 2015; Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017; OAITH, 2021). Contrairement au langage sensationnel, qui utilise des descriptions graphiques de la violence pour divertir et susciter un sentiment de peur, l'utilisation d'euphémismes tels que « *attaque sexuelle* » ignore et minimise la violence de la VBG (Sutherland, 2015; Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017). Ces euphémismes impliquent également une réciprocité entre l'auteur et la victime de la VBG, laissant entendre qu'une « *attaque sexuelle* » est analogue à un rapport sexuel consensuel, plutôt que d'utiliser des termes comme « *agression sexuelle* » ou « *viol* » pour souligner l'absence de consentement et la violence inhérente à l'acte (Sutherland et coll., 2016). De plus, l'utilisation d'autres euphémismes tels que « *scandale sexuel* » ou « *dispute conjugale* », plutôt que « *agression sexuelle* » ou « *violence entre partenaires intimes* », crée l'image d'une affaire privée, plutôt que d'une affaire criminelle.

Enfin, les directives attirent également l'attention sur les termes qui jettent le doute sur la crédibilité de l'histoire de la survivante. Dans sa forme la plus simple, il peut s'agir du choix par le journaliste de mots tels que « *allégué* » ou « *revendiqué* », plutôt que « *affirmé* », « *partagé* » ou « *rapporté* » pour décrire l'histoire de la survivante (Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017; Journalists Against Violence Against Women, 2021). De manière plus implicite, les journalistes peuvent opter pour un langage qui joue sur les stéréotypes à connotation négative. Par exemple, les journalistes utilisent couramment des mots comme « *prostituée* » ou « *immigrante* » pour décrire une victime dans un article sur la VBG, en s'appuyant sur les connotations négatives de ces mots pour cadrer l'histoire (Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017). En d'autres termes, les lecteurs peuvent « lire entre les lignes » et faire des suppositions sur les victimes et leur crédibilité en se basant sur les stéréotypes utilisés pour les décrire.

Les meilleures pratiques en matière de langage sont assez simples et sont bien résumées dans la trousse d'outils mentionnée plus haut, intitulée *Use the Right Words* (femifesto + collaborators, 2015). Dans la plupart des directives incluses dans cette analyse, les meilleures pratiques relatives au langage utilisé dans les représentations médiatiques de la VBG sont facilement applicables et incroyablement efficaces (Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017; femifesto + collaborators, 2015; Sutherland et al., 2016; OAITH, 2021). De nombreuses directives fournissent également des explications simples et faciles à comprendre sur les raisons pour lesquelles certains termes ne doivent pas être utilisés. Les directives relatives au langage sont extrêmement importantes et, plus particulièrement, utiles aux journalistes qui recherchent des instructions simples pour présenter la VBG. Les directives relatives au langage sont faciles à comprendre, à mettre en œuvre et à incorporer dans les politiques.

Toutefois, les directives futures pourraient se pencher sur la possibilité que le langage utilisé dans le journalisme aille plus loin, afin de favoriser l'autonomisation des survivantes et prévenir la VBG, plutôt que d'uniquement éviter de nuire davantage aux survivantes et de perpétuer des perceptions inexactes de la VBG. Les directives existantes à l'intention des médias ont dressé des listes exhaustives d'exemples de termes incorrects et de leurs équivalents plus neutres et plus appropriés. En nous appuyant sur l'excellence féministe existante, *comment pouvons-nous inspirer des reportages plus transformateurs sur la VBG, changer radicalement la façon dont elle est perçue dans nos communautés et créer des directives médiatiques pour témoigner de la solidarité avec le mouvement d'éradication de la VBG ?* Au-delà d'un langage neutre ou, au mieux, favorable, *comment pouvons-nous utiliser le langage comme moyen de favoriser une couverture journalistique transformatrice de la VBG ?*

Cadres de référence

Le cadre dans lequel la VBG est placée est un autre thème fréquemment abordé dans les directives sur la représentation de la VBG dans les médias (OAITH, 2021; Our Watch, 2019; Easteal et coll. 2021). En d'autres termes, les journalistes placent-ils les incidents de VBG dans un contexte social plus large et en identifient-ils les racines, qui prennent naissance dans l'inégalité entre les genres, le racisme systémique, le colonialisme, le capacitisme, l'homophobie et d'autres forces d'oppression ? Ou bien présentent-ils les cas de VBG comme des incidents isolés et ponctuels qui ne reflètent pas un enjeu plus large et répandu en matière de droits de la personne ? En replaçant les incidents de VBG dans leur contexte social plus large de sexisme, de misogynie, de patriarcat et de suprématie blanche, les journalistes ont la possibilité de les présenter comme un problème social omniprésent, plutôt que comme une problématique privée (Sutherland et coll., 2016). Cela permet d'éliminer le blâme et la responsabilité qui sont souvent placés sur les victimes et les survivantes, et de combattre les stéréotypes avec des chiffres précis sur la nature et les taux de VBG subis par les différentes populations (Sutherland et coll., 2016). Cependant, les médias continuent souvent à jouer un rôle dans la perpétuation d'une représentation de la VBG comme étant une série d'incidents isolés survenant dans le cadre de relations privées, et d'un récit erroné sur les auteurs de la VBG et sur les personnes qui en sont victimes (Gillepsie et coll., 2013).

Lorsqu'ils rendent compte de la violence faite aux femmes, les médias s'appuient souvent sur des cadres de la VBG pour « expliquer » l'incident. S'inspirant de l'article de Bullock et Cubert sur la représentation de la violence conjugale dans les médias, Gillepsie et coll. proposent cinq cadres nuisibles différents utilisés par les médias pour représenter le féminicide, la violence entre partenaires intimes et la VBG (2013). Ces cadres sont les suivants : « (1) se concentrer sur le comportement de la victime, y compris la culpabilisation de la victime ou l'exonération de l'auteur ; (2) la banalisation de l'événement ; (3) la suggestion que l'incident n'était qu'un événement isolé ; (4) indiquer que la victime et/ou l'auteur sont en quelque sorte différents de la norme ; et (5) affirmer que les auteurs de violence conjugale sont "désordonnés" et devraient être facilement identifiables » (Gillepsie et al., 2013; Bullock and Cubert, 2002). Certes, ces cadres ont été identifiés à l'origine dans les représentations de la violence conjugale, mais ils peuvent également s'appliquer à d'autres formes de VBG. Ils échouent à placer la VBG dans son cadre social et détournent ainsi l'attention de la VBG en tant que forme systémique de violence et d'oppression à l'égard des femmes (Gillepsie et coll., 2013). Il a été prouvé que le fait de ne pas replacer les incidents de VBG dans leur contexte social plus large se traduit par des attributions individualistes de blâme et de responsabilité de la part du public (Sutherland et coll., 2016).

L'importance des *cadres de référence* est également évidente dans la manière dont nous concevons notre compréhension et notre perception des survivantes et des auteurs de VBG. Comme nous l'avons vu dans les deux sections précédentes, les survivantes et les victimes de VBG sont souvent réduites à des étiquettes et à des stéréotypes, les plaçant dans le contexte des connotations négatives associées à leurs stéréotypes donnés ou aux communautés qui leur sont associées (Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017). Par exemple, la couverture des mutilations génitales féminines (MGF/E) et de leurs victimes est souvent associée à des stéréotypes nuisibles et réduite à une question de culture, dans laquelle les MGF/E sont considérées comme une pratique traditionnelle. Cependant, pour lutter contre les MGF/E, les journalistes doivent les replacer dans le contexte global du patriarcat et du contrôle de la sexualité et de la liberté des femmes (Equality Now, 2022). Le recours à ces cadres et stéréotypes perpétue des idées fausses dangereuses et préjudiciables sur les niveaux de VBG dans les communautés marginalisées et entraîne des situations de culpabilisation de la victime ou d'exonération de l'auteur du délit (Gillepsie et coll., 2016; Sutherland et al., 2016).

En ce qui concerne le thème des cadres de référence, les meilleures pratiques décrites dans les directives actuelles à l'intention des médias sont également relativement simples : situer les incidents de VBG dans leur contexte social plus large (OAITH, 2021; Our Watch, 2019; Easteal et coll. 2021). Quelques méthodes sont suggérées pour relier les épisodes de VBG à leur contexte social. La première suggestion, la plus pratique, est d'inclure des statistiques et des chiffres sur la VBG, en particulier pour mettre en évidence les taux plus élevés qui prévalent au sein des communautés marginalisées (Our Watch, 2019). Toutefois, les directives publiées par Our Watch en 2019 rappellent que les statistiques sur la VBG sont souvent inexactes en raison de l'absence de déclaration, et que les préjugés implicites jouent un rôle dans la manière dont les statistiques sont interprétées (Our Watch, 2019). En particulier, les statistiques sur la VBG subie par les femmes des communautés marginalisées pourraient être interprétées comme étant la faute des victimes en raison des stéréotypes négatifs associés à ces communautés. Par exemple, les femmes autochtones victimes/survivantes de VBG sont souvent associées à des stéréotypes néfastes qui stigmatisent et sexualisent les femmes autochtones et les peuples autochtones en général, et qui sont utilisés pour expliquer ou excuser la VBG. Un autre exemple courant est celui des travailleuses du sexe victimes de VBG, dont la profession est fortement stigmatisée et utilisée pour justifier la violence. Les directives à venir devraient donc s'inspirer de cette suggestion en soulignant l'importance d'expliquer les statistiques, plutôt que de les laisser à l'interprétation.

De manière plus générale, une autre bonne pratique pour la représentation de la violence basée sur le genre dans les médias consiste à lier les épisodes de VBG à un thème social plus large, à savoir l'inégalité entre les sexes, l'inégalité raciale ou d'autres types d'inégalité systémique (Our Watch, 2015). Différentes directives recommandent de lier les incidents de VBG à l'« *inégalité entre les genres* », aux « *normes patriarcales en matière de genre* », à l'« *intersectionnalité* » et à un « *problème de santé publique plus large* » (Our Watch, 2015; Sonke Gender Justice and Health-E News, 2017; Our Watch 2019; Veto Violence, n.d.). En 2020, Equal Press a publié des ressources sur le « comment » du contexte social, invitant les journalistes à « *tenir compte de la façon dont les communautés marginalisées sont plus vulnérables à la violence sexiste et des obstacles qui peuvent les empêcher d'accéder à l'aide et aux services* ». Alors que le contexte social est largement cité comme l'un des facteurs les plus importants dans la représentation de la VBG, il semble que de nombreuses directives existantes n'approfondissent pas la question à savoir comment les journalistes peuvent aborder ces contextes sociaux plus larges d'inégalité systémique (Sutherland et coll., 2016). De plus, les différentes directives utilisent un langage différent pour décrire le « contexte social », par exemple « *inégalité entre les sexes* » ou « *normes de genre* », ce qui suscite la confusion, en particulier chez les professionnels des médias possédant peu ou pas de formation de base sur la VBG. Lorsque l'on aborde la question de la VBG à l'égard des femmes autochtones, on trouve des exemples un peu plus spécifiques de contexte social

dans lequel encadrer les incidents de VBG, tels que « *le racisme, la dépossession, les traumatismes intergénérationnels, le déplacement forcé d'enfants et la pauvreté persistante* » (Our Watch, 2019). Mais là encore, lorsqu'un professionnel des médias n'a que peu ou pas de connaissances de base sur la façon dont ce contexte social est interrelié avec la VBG, il pourrait être plus difficile de mettre en œuvre cette pratique, en particulier dans le cadre d'un article court. Il est donc nécessaire que le journalisme transformateur devienne une pratique intégrée dans la profession, afin que les professionnels des médias reçoivent la formation et l'éducation nécessaires pour adopter avec confiance leur approche de l'intersectionnalité des facteurs sociaux influençant la VBG.

Dans l'ensemble, l'importance des *Cadres de référence* est abordée dans presque toutes les directives existantes sur la représentation de la VBG dans les médias. La manière dont un incident de VBG est encadré et rattaché à son contexte social plus large a un impact direct sur la façon dont l'histoire est reçue par le public, et sur la façon dont le public construit sa perception envers les victimes et les auteurs de VBG, et envers la VBG en tant que problème social. Les meilleures pratiques liées aux *Cadres* sont faciles à comprendre, mais pas toujours faciles à appliquer, en particulier pour les personnes ayant moins de connaissances sur l'oppression et l'inégalité systémiques.

Impacts

Les *Impacts* concernent la manière dont les représentations de la VBG reconnaissent et traitent les impacts de la VBG et de sa représentation dans les médias sur les survivantes et leurs communautés, ainsi que sur la société dans son ensemble. Ce thème recoupe les thèmes *Voix, Langage et Cadres de référence*, car les meilleures pratiques liées à ces derniers visent indirectement à minimiser les impacts négatifs et à maximiser les impacts positifs sur les survivantes et les victimes de VBG. Les meilleures pratiques relatives aux *Impacts* visent toutefois à traiter et à atténuer directement les impacts négatifs sur les survivantes et les victimes en reconnaissant explicitement les impacts à court et à long terme de la VBG et en fournissant des ressources aux survivantes, aux victimes et aux femmes dans leur ensemble. Cet aspect est abordé plus en profondeur dans l'analyse documentaire menée par des Autochtones, par le biais d'un examen de la représentation médiatique de la violence faite aux femmes et aux filles autochtones.

De la même manière que l'on replace la VBG dans son contexte social, la reconnaissance explicite des effets à long terme de la VBG évacue la perception des occurrences de cette dernière comme étant des épisodes isolés au profit d'une vision plus approfondie de ses conséquences. Dans *Use the Right Words*, les directives soulignent l'importance de se concentrer sur les impacts de la VBG sur les survivantes, plutôt que de créer de la sympathie pour les auteurs ou de minimiser les dommages causés (femifesto + collaborators, 2015). En outre, en mettant l'accent sur les conséquences sociales, financières et sanitaires à long terme pour les survivantes et leurs communautés, les auteurs qui décrivent la violence basée sur le genre dans les médias peuvent établir des liens avec les coûts sociaux et financiers de la violence liée au sexe pour la société dans son ensemble (Our Watch, 2019). Par exemple, Our Watch a estimé dans ses *Directives Nationales* que les conséquences de la violence faite aux femmes en Australie coûtent à la société 21,6 milliards de dollars par an (2019). De la même façon que le fait de replacer les incidents de VBG dans leur contexte social peut susciter des attitudes de responsabilité sociale, le fait de lier les impacts de la VBG sur les survivantes à des conséquences sociales et économiques durables peut également favoriser une prise de responsabilité sociale et politique pour lutter contre la VBG.

En outre, plusieurs directives recommandent de fournir des ressources aux survivantes de la violence, telles que des lignes d'écoute téléphonique et des signes d'alerte en cas d'abus et de contrôle coercitif. Le fait de fournir ces ressources dans les articles de presse constitue une

reconnaissance explicite du rôle potentiel que les médias peuvent jouer dans le soutien aux victimes de VBG et dans la promotion de l'utilisation des ressources de recherche d'aide pour les survivantes (Sutherland et coll., 2016). En outre, en décrivant les signes avant-coureurs de la maltraitance et du contrôle coercitif, les médias peuvent également jouer un rôle dans l'éducation du grand public sur la maltraitance qui n'est généralement pas considérée comme « digne d'intérêt » (OAITH, 2021). La reconnaissance des formes d'abus, telles que le contrôle coercitif, qui mènent généralement à des incidents plus graves, peut également contribuer à illustrer la nature systémique et répandue de la VBG, plutôt que de focaliser l'attention du public sur des incidents épisodiques (OAITH, 2021).

Enfin, certaines directives à l'intention des médias traitent de l'utilisation des images accompagnant les reportages sur la VBG (Sutherland et coll., 2016). Les directives déconseillent généralement l'utilisation d'images susceptibles de déclencher des réactions chez les victimes de la VBG, ou qui sont inutilement graphiques (OAITH, 2021; Sutherland et al., 2016; femifesto + collaborators, 2015). Bien qu'il s'agisse d'une directive moins courante, c'est aussi un exemple de directive qui reconnaît explicitement les effets durables de la VBG sur les survivantes et leurs familles et communautés (Sutherland et coll., 2016). Il reconnaît également la responsabilité des médias dans la présentation de la VBG d'une manière qui tienne compte de ces impacts et de la façon dont le langage et les images sensationnels et graphiques peuvent causer un préjudice supplémentaire aux survivantes (femifesto + collaborators, 2015; OAITH, 2021).

Les bonnes pratiques relatives aux Impacts sont similaires à celles relatives aux Cadres de référence, en ce sens qu'elles sont simples en théorie, mais qu'elles nécessitent une approche nuancée fondée sur une compréhension approfondie de la VBG. Sutherland et coll. expliquent que seules quelques directives destinées aux médias recommandent la mise à disposition de ressources de soutien, alors que des études ont montré que de nombreuses femmes victimes d'abus ne savent pas où chercher de l'aide (2016). Selon eux, cette réticence à recommander cette directive pourrait être due à une myriade de raisons, notamment le peu d'espace et de temps dont disposent les professionnels des médias pour inclure ces informations, ou un manque de clarté quant à l'utilité de ces informations et au moment où elles doivent être mentionnées (Sutherland et coll., 2016). De plus, ils notent que très peu de directives existantes contiennent des recommandations concernant le matériel visuel, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'il existe moi de recherches à l'appui de cette recommandation (Sutherland et coll., 2016). Les meilleures pratiques relatives aux *Impacts* dans les directives médiatiques existantes encouragent les journalistes et les professionnels des médias à examiner leur travail et à identifier les impacts potentiels que les représentations de la VBG peuvent avoir sur les survivantes et leur entourage, ainsi que les taux réels de VBG. Les futures directives devraient viser à créer des recommandations pratiques et applicables qui s'appuient sur ce travail et qui éliminent toute ambiguïté sur la manière de souligner les impacts et les conséquences de la VBG sur les survivantes, leurs familles et communautés, et la société dans son ensemble.

Conclusion

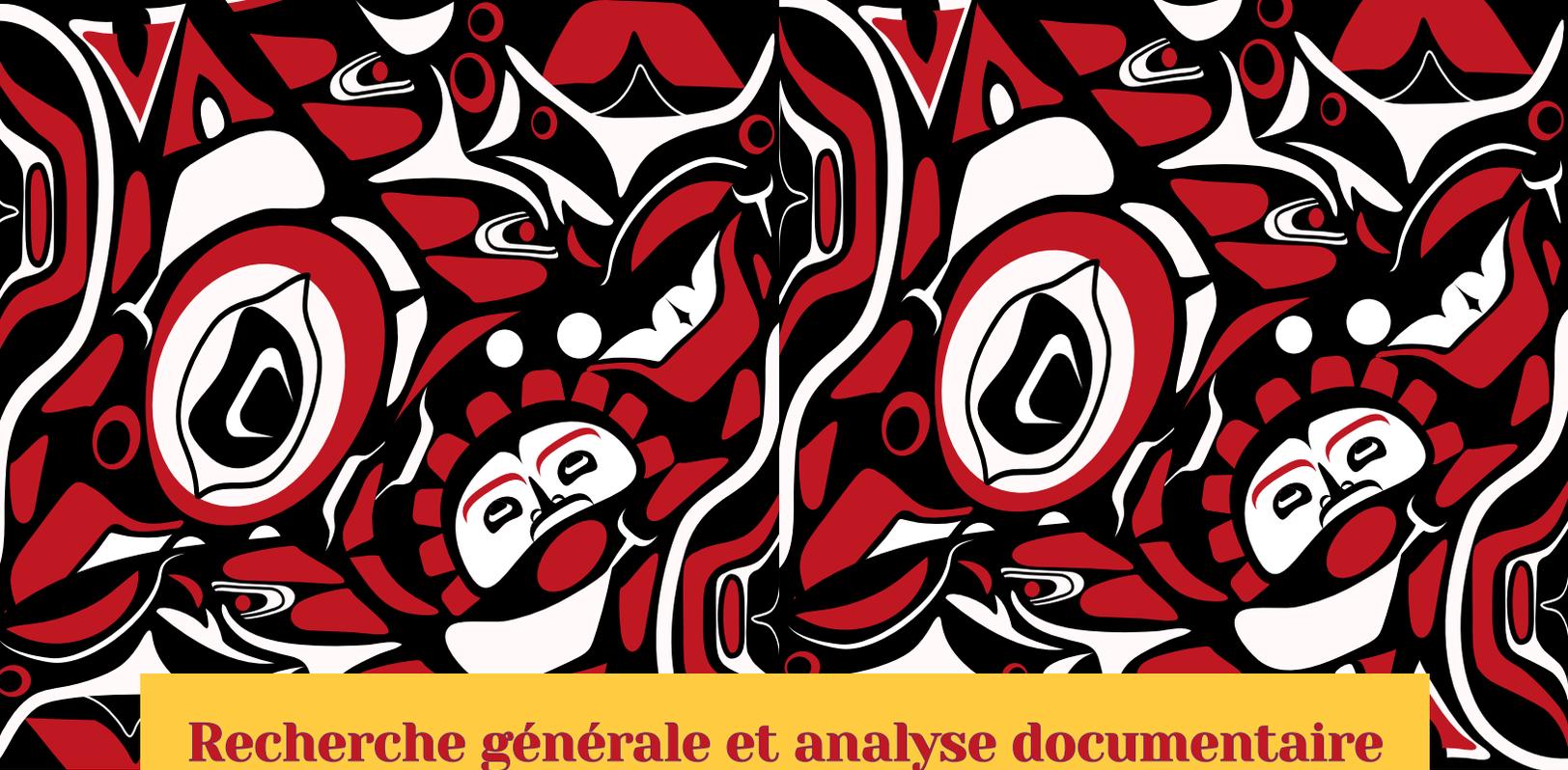
Sur la base des directives existantes concernant la représentation de la VBG dans les médias, nous avons extrait quatre thèmes principaux pour structurer notre examen de la recherche sur ce sujet. Cette méthode nous a permis d'identifier le principal sujet de préoccupation des créateurs des directives précédentes, d'examiner la recherche qui soutient ces directives et d'identifier les questions, tant dans les directives que dans le corpus actuel de la recherche sur ce sujet. Dans *Voix*, nous avons confirmé le recours excessif aux voix des forces de l'ordre et souligné leur fausse objectivité. Nous avons également déterminé que la mise en œuvre d'une formation à la sensibilité, la création de relations avec des organisations d'experts et la création de changements à long terme dans la représentation au sein de l'industrie des médias constituaient des points d'action clés pour

les directives à venir. Dans *Langage*, nous avons de nouveau souligné l'impact que peut avoir l'utilisation d'un vocabulaire préjudiciable sur la perception de la VBG par le public, et nous nous sommes questionnés à savoir comment il serait possible, dans les directives à venir, de favoriser l'utilisation d'un langage transformateur ancré dans la solidarité avec les défenseurs de la VBG. Dans *Cadres de référence*, nous avons noté l'importance de placer la VBG dans un contexte social plus large pour illustrer la nature systémique du problème, tout en attirant l'attention sur le manque potentiel de capacité ou le manque d'incitation dans l'industrie des médias pour le faire, malgré les bonnes intentions. Nous avons souligné l'importance des relations avec les organisations et les experts en matière de VBG pour combler le manque de capacités. Enfin, dans *Impacts*, nous nous interrogeons sur la capacité des médias à s'impliquer et à se responsabiliser en ce qui a trait à la lutte contre la VBG, comme c'est le cas pour d'autres questions sociales et de sécurité publique.

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, nous n'avons pas cherché à trouver des réponses dans cette analyse de recherche, mais plutôt à trouver des questions qui n'ont pas encore été posées. Dans le cadre de notre recherche avec le Réseau national pour le projet sur **La VBG dans les médias** d'Aura Freedom, nous avons posé ces questions aux membres et avons continué à en extraire des idées, des pistes de réflexion et des inspirations.

« **Quels seraient les impacts sur le public d'une meilleure compréhension des impacts de la VBG non seulement sur les survivantes, mais aussi sur leurs familles, leurs communautés et la vie quotidienne de toutes les femmes et de toutes les personnes appartenant à la diversité de genre?** »





**Recherche générale et analyse documentaire
spécifique aux Autochtones**

Recadrer, restaurer et rétablir:



Réorienter les récits entourant les expériences
autochtones de violence basée sur le genre dans
les médias

Sabrina Lamanna, MA – Responsable de la
recherche autochtone pour le projet sur
La VBG dans les médias d’Aura Freedom

Introduction

La violence basée sur le genre (VBG) se produit au Canada à des taux qui sont plus que préoccupants. Plus de quatre femmes sur dix ont été victimes de VBG au cours de leur vie et, tous les six jours environ, une femme est tuée par son partenaire au Canada (Statistique Canada, 2021). Les femmes, les filles et les personnes LGBTQ2S+ autochtones sont encore plus susceptibles d'être victimes de violences, puisqu'elles courent 12 fois plus de risques d'être assassinées ou portées disparues que toutes les autres femmes au Canada, et 16 fois plus que les femmes blanches (Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, 2019). Afin de contribuer à mettre fin aux VBG chez les femmes autochtones, la section 6.1 de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (L'enquête nationale) appelle les sociétés médiatiques et les influenceurs sociaux à adopter des approches décolonisatrices dans le cadre de leur travail. Elle demande spécifiquement aux médias d'assurer une représentation appropriée et exacte des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2S+ autochtones et des problèmes qui les touchent, de les soutenir dans le partage de leurs histoires selon leurs perspectives, et de « *prendre des mesures proactives pour briser les stéréotypes qui hypersexualisent et rabaissent les femmes, les filles et les personnes LGBTQ2S+ autochtones* » (L'enquête nationale, 2019).

Si certaines recherches montrent que la représentation des peuples autochtones par les médias renforce les stéréotypes néfastes et le racisme qui contribuent au génocide des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2S+ autochtones, d'autres résultats montrent que les médias ont également le pouvoir de recadrer, restaurer et rétablir l'autodétermination des peuples autochtones. Ces stratégies de *recadrage, de restauration et de rétablissement* ont été initialement considérées comme une bonne pratique pour la recherche autochtone par Linda Tuhiwai-Smith (1999). Kyllie Cripps (2021) explique que dans le contexte de la communication d'informations sur les expériences de VBG vécues par les femmes, les filles et les peuples autochtones LGBTQ2S+ :

Recadrer, c'est prendre le contrôle de la manière dont les questions et les problèmes sociaux autochtones sont construits et communiqués au public, en reconnaissant que, trop souvent, ces questions sont cadrées par des personnes extérieures qui ont leurs propres points de vue normatifs et leurs propres préjugés. En recadrant l'optique qui a façonné les récits des médias sur les morts violentes de femmes autochtones, les stéréotypes qui ont minimisé l'importance de leur vie et leur valeur peuvent être remis en question, mais aussi tenus comme responsables. De plus, grâce aux actions de « restauration » et de « rétablissement », le récit des femmes devient visible et leur vérité et leur vie peuvent être honorées. (Cripps, 2021, p 308)

Selon L'enquête nationale, les organisations de femmes autochtones et non autochtones ainsi que les universitaires appellent à des actions visant à recadrer, restaurer et rétablir le pouvoir et l'action des femmes autochtones.

Les femmes et les communautés autochtones sont conscientes du fait que le génocide des FF2S+ADA est omniprésent et se poursuit pour une raison précise. Selon Audra Simpson (2016), « *le Canada exige le décès et la soi-disant "disparition" des femmes autochtones pour assurer sa souveraineté* » (p. 1). Les meurtres et les disparitions de femmes et de filles autochtones contribuent à briser davantage les communautés autochtones et leurs cultures, car nos femmes sont les matriarches et les gardiennes de la culture dans nos familles et nos communautés. La violence faite aux femmes autochtones et les conséquences de la VBG, telles que la perte d'enfants au profit du système de protection de l'enfance, créent des schémas génocidaires cycliques et continus qui éliminent

violemment les femmes et les filles des communautés parce que leur présence menace les fondements mêmes de l'État canadien. Pour ces raisons, Aura Freedom s'engage à honorer les vérités et les aspirations des femmes et des filles autochtones en attirant l'attention sur les racines de leurs expériences de VBG par le biais de **Médias transformateurs**, et en veillant à ce que ce processus soit à la fois conçu et dirigé par les femmes autochtones elles-mêmes. Notre définition des **Médias transformateurs** a été énoncée plus haut, dans l'introduction de ce document.

Nous pensons que l'adoption de pratiques **Médiatiques transformatrices** contribuera à mettre fin à la VBG pour les peuples autochtones en recadrant, en rétablissant et en redonnant le pouvoir aux communautés autochtones, en particulier aux femmes et aux filles. En recadrant, restaurant et rétablissant les récits entourant les expériences autochtones de VBG par le biais de contenu médiatique transformateur, les journalistes peuvent répondre aux appels à la justice de l'enquête nationale, car ces pratiques favoriseront des descriptions exactes, centrées sur les survivants, qui contribueront à mettre fin à la violence faite aux femmes, aux filles et aux communautés autochtones.

Alors que la première partie de ce document, intitulée Recherche générale et analyse documentaire, se réfère aux représentations médiatiques de la VBG en général, la deuxième partie, intitulée « Contexte de la recherche et analyse documentaire », examine des données qualitatives et quantitatives de source secondaire provenant de divers partenaires ayant l'intérêt et l'obligation de contribuer à la résolution du problème de la VBG au sein des communautés autochtones. J'ai analysé plus de quatre-vingts articles de revues scientifiques, rapports gouvernementaux et directives médiatiques émanant d'une variété d'organisations et de mouvements autochtones et non autochtones, dans le but de positionner leurs voix les unes à côté des autres dans leurs appels à mettre fin à la violence basée sur le genre dans les communautés autochtones.

Comme mentionné dans l'introduction du présent document, cette recherche sera guidée par les quatre thèmes extraits de notre analyse initiale des lignes directrices existantes sur la VBG dans les médias : Voix, Langage, Cadres de référence et Impacts. Pour le contexte autochtone, j'ai ajouté trois thèmes supplémentaires : Visibilité, Tenir compte des traumatismes et Être basé sur les désirs. Les considérations Tenir compte des traumatismes et Être basé sur les désirs reflètent les valeurs de recadrage, de restauration et de rétablissement, et peuvent être considérées comme des solutions pour améliorer les pratiques de reportage pour les thèmes *Voix, Langage, Cadres de référence, Impacts et Visibilité*.

Dans les sections qui suivent, je passerai en revue les thèmes des *Voix, Langues, Cadres de référence, Impacts et Visibilité* tels qu'ils sont abordés par chaque source ; organisations autochtones et non autochtones, universitaires et organismes gouvernementaux, afin de situer clairement leurs positions par rapport à chaque thème, les unes par rapport aux autres. Un tel cadre permet d'établir des comparatifs et des solutions claires entre les sources et les thèmes afin de fournir une directive holistique pour les **Directives d'Aura Freedom sur la VBG dans les médias**.

Voix

Dans n'importe quel sujet de discussion, il existe différentes variables relatives aux *Voix* qui ont un pouvoir considérable. Des facteurs tels que la personne qui parle, celle à qui elle s'adresse et ce dont elle parle (ou ne parle pas) contribuent tous au narratif global et à son impact. Lorsqu'il s'agit de représenter dans les médias les expériences de VBG vécues par les Autochtones, il est essentiel de se demander quelles sont les voix qui sont au centre du récit, quelles sont les voix qui racontent l'histoire et quel est le public cible. Il est encore plus important de savoir quelles voix sont exclues et ce qui n'est pas dit lorsque la violence contre les femmes et les filles autochtones et les personnes LGBTQ2S+ est abordée dans les médias.

Les organisations de femmes autochtones et non autochtones s'inquiètent de la manière dont les Voix sont engagées lorsqu'il s'agit de rapporter les expériences autochtones de VBG dans les médias. Saturviit, l'association des femmes inuites du Nunavik, souligne la nécessité de briser le silence sur la véritable signification de la violence et de sensibiliser la communauté à ce problème (2015). Elle estime que le recours aux voix des survivantes et aux opinions des experts plutôt qu'aux récits des autorités policières permettrait de mieux comprendre la maltraitance et comment elle peut être résolue (2015). femifesto + collaborators (2015) s'accordent également pour dire que les voix des experts, tels que les survivantes, les universitaires et les personnes ayant de l'expérience dans le domaine de l'aide aux survivantes de la VBG, devraient être mises de l'avant lorsqu'il s'agit de rendre compte des expériences autochtones de VBG, ce qui reflète le recadrage, la restauration et le rétablissement de la faculté d'agir des femmes autochtones.

Les universitaires s'entendent également sur le fait que les voix des experts doivent être mieux entendues lors des discussions sur la VBG à l'encontre des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2S+ autochtones, en particulier celles des survivantes, afin qu'ils puissent à la fois répondre à leurs besoins et trouver des solutions dans leurs propres contextes et réalités politiques (Simpson, 2017; Coulthard, 2015; Tuck, 2009). Selon Donna Klingsphon (2018), il est nécessaire « *d'entendre les voix des femmes autochtones, d'obtenir leur point de vue sur la manière dont elles considèrent l'enjeu de la violence conjugale et d'identifier les stratégies qu'elles trouveraient efficaces tout en soutenant leurs croyances culturelles* » afin de représenter un récit plus significatif qui encourage les résolutions pour la VBG à partir des contextes politiques autochtones. Ferris, Ladner, Allard et Hughes (2018) appellent à l'élaboration conjointe de reportages entre les journalistes et les survivantes autochtones de la VBG, ainsi que les familles et les communautés des personnes touchées. Pour Ferris et coll., « *il est essentiel de donner aux populations vulnérables la propriété, la voix et le contrôle sur tous les documents d'archives dont elles sont le sujet. Une partie de ces droits sur leurs propres documents les autoriserait à en assurer la confidentialité ou à demander leur retrait des institutions d'archives publiques si tel était leur souhait* » (p 103). Honorer les voix des survivantes autochtones de la VBG permet non seulement de prendre en compte leurs propres perspectives et besoins, mais aussi de recadrer, de restaurer et de redonner le pouvoir et l'autorité aux victimes, aux survivantes et à leurs communautés.

Les documents créés par et pour les organismes gouvernementaux concernant les expériences autochtones de VBG n'abordent pas les Voix et ne les reconnaissent pas comme étant un facteur susceptible d'influencer ou de résoudre la VBG. Les initiatives gouvernementales qui traitent de la violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQ2S+ autochtones sont rédigées de manière à mettre de l'avant les voix des agents de l'État tels que la police et les ministères, car ils sont positionnés comme responsables de la mise en œuvre des résolutions qui visent à « *contrer la culpabilisation des victimes* » (gouvernement du Canada, 2021), par exemple. Selon Sarah Fotheringham, Lana Wells et Sharon Goulet (2021), le financement gouvernemental à long terme alloué à la prévention de la VBG menée par les Autochtones est limité, ce qui suggère « *un engagement minimal du gouvernement et l'absence de compréhension culturelle concernant [la violence conjugale] dans les communautés autochtones* » (p. 1). Dans les sections qui suivent, j'expliquerai comment le manque d'attention du gouvernement envers l'importance des Voix peut avoir des effets négatifs pour les femmes, les filles et les personnes LGBTQ2S+ autochtones qui subissent des violences.

Langage

Le type de langage utilisé pour décrire la violence contre les femmes, les filles et les personnes LGBTQ2S+ autochtones dans les médias est tout aussi important à connaître dans le cadre de la prévention et de l'élimination de la VBG. L'un des principaux appels au changement concerne les

réécits utilisés pour expliquer les expériences de VBG vécues par les Autochtones. Bien qu'il existe de nombreux styles narratifs qui dépeignent de manière préjudiciable la violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQ2S+ autochtones, la plupart des organisations et des universitaires autochtones et non autochtones sont préoccupés par les récits axés sur les dommages et la culpabilisation des victimes que l'on trouve à la fois dans les médias et dans la société en général et qui n'honorent pas la vie des victimes et des survivantes.

Les recommandations de l'Ontario Association of Interval & Transition Houses (OAITH) *sur la déclaration des féminicides* encouragent les journalistes à s'abstenir d'utiliser un langage ou des images négatives pour décrire les victimes de VBG autochtones, et à éviter d'utiliser un langage sympathique pour décrire l'auteur des faits (2021, p 3). Comme le souligne l'Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilité, le fait de présenter les auteurs de féminicides « *comme "un père formidable" ou "un homme aimant" donne l'impression que le meurtre n'était pas dans leurs habitudes* », ce qui a pour effet de susciter la sympathie pour l'auteur du crime plutôt que pour la victime ou sa famille. (Femicide in Canada, 2020). Le Global Protection Cluster (2014) souligne que l'utilisation de termes comme « *allégué* » ou « *supposé* » pour décrire les actions d'un auteur peut également « *renforcer l'incrédulité quant à l'existence réelle d'un crime* » (p. 2), ce qui a pour effet de susciter le doute au profit de l'auteur et d'encourager les récits de culpabilisation de la victime. De nombreuses organisations s'accordent pour dire que l'utilisation d'expressions comme « *présumé* » ou « *supposé* » pour décrire un crime doit être évitée dans la mesure du possible (White Ribbon Campaign, 2011 ; Global Protection Cluster, 2014 ; Journalists Against Violence Against Women, 2021 ; Equal Press, 2020).

Il existe d'autres pratiques langagières courantes dans les directives médiatiques qui devraient être évitées afin d'éviter les récits de culpabilisation des victimes. femifesto + collaborators (2015) affirment que les titres qui ignorent les auteurs en notant « *femme poignardée* », « *femme agressée* », « *femme battue* » omettent de reconnaître la personne responsable de la VBG, perpétuant ainsi la culpabilisation des victimes à travers l'effacement de leurs agresseurs. Les impacts et l'importance de rendre visibles les auteurs de VBG pour y mettre fin sont abordés dans les sections qui suivent. Des organisations comme l'OAITH (2021) et Equal Press (2020) recommandent également aux journalistes d'éviter le langage sensationnaliste et les représentations graphiques de la VBG autochtone, car les représentations de la VBG qui impliquent qu'il s'agit d'un « *écart exceptionnel par rapport à la norme* » ne parviennent pas à rendre compte de la fréquence de la VBG autochtone (OAITH, 2021, p 3). Cependant, Global Protection Cluster (2014) attire l'attention sur l'importance de ne pas présenter la VBG comme une caractéristique normale de la culture ou de la vie communautaire dans un contexte donné ; en ce qui concerne les peuples autochtones, les taux élevés de VBG au sein de la communauté ne sont pas normaux. Il s'agit d'un problème que le colonialisme de peuplement, que j'aborderai plus en profondeur dans le thème *Cadres de référence*, a nourri et aggravé.

Pour éviter de normaliser les récits sensationnalistes entourant la VBG, femifesto + collaborators (2015) recommandent aux journalistes de se contenter de nommer le type de violence subie et de continuer à raconter l'histoire. Ainsi, le journalisme transformateur peut contribuer à normaliser les conversations réalistes sur la fréquence de la VBG pour les femmes sous ses diverses formes, en particulier pour les femmes autochtones. Ne pas tenir compte de la fréquence de la VBG et ne pas associer les expériences autochtones de VBG à l'ensemble de la violence coloniale, y compris les FF2S+ADA et le génocide des peuples autochtones auquel elle contribue, c'est occulter au passage l'omniprésence et la gravité de la VBG autochtone et ses impacts, dont je parlerai plus loin. Le fait d'attirer l'attention sur les enjeux plus larges du féminicide et du génocide colonial constant des peuples autochtones favorisera la sensibilisation du public et les efforts visant à mettre fin aux

expériences de VBG vécues par les Autochtones, en particulier lorsque les facteurs qui y contribuent sont également identifiés.

Le New Brunswick Aboriginal Peoples Council (NBAPC) a élaboré des directives pour les médias qui suggèrent spécifiquement aux journalistes de se questionner quant au langage qu'ils utilisent : « *Ai-je évité d'utiliser un langage stéréotypé ou préjudiciable ? Une personne disparue est une personne disparue, quelle que soit son origine ou son ethnicité. Est-ce que je mentionne qu'une personne est autochtone sans raison valable ou parce que c'est pertinent pour l'histoire ?* » (N.D., p 11). Les journalistes doivent non seulement faire attention au moment où ils dépeignent les Autochtones, mais aussi à la manière dont ils le font. La NBAPC recommande aux journalistes de consulter les chefs de la communauté ou les membres de la famille qui se sentent aptes à se raconter afin d'obtenir leurs recommandations sur la façon d'effectuer des représentations précises et responsables qui respectent les moyens de subsistance et les perspectives des personnes concernées (NBAPC, N.D.).

En ce qui concerne la représentation des peuples autochtones ayant subi des VBG, Equal Press (2020) appelle les journalistes à :

Souligne[r] la force et la résilience des peuples autochtones. Ne les dépeignez pas comme des victimes privées de pouvoir, mais reconnaissez plutôt qu'il s'agit de nations fortes qui ont assuré leur subsistance et celle de cette terre depuis des temps immémoriaux et qui disposent de systèmes de gouvernance traditionnels sophistiqués, d'une culture, d'une langue et de principes de durabilité (Equal Press, 2020, p 33.).

Pour une représentation plus précise de l'identité personnelle, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et ONU Femmes (2020) appellent les médias à « *éviter de faire des suppositions basées sur le genre, y compris dans la représentation des caractéristiques ou des rôles traditionnels des hommes et des femmes* » (p 8). En effet, les représentations stéréotypées des rôles féminins et masculins contribuent à la prévalence de la VBG dans la société en hypersexualisant les femmes et en favorisant une masculinité toxique, ainsi que la culture du viol (White Ribbon Campaign, 2011). De leur côté, l'UNICEF et ONU Femmes (2020) recommandent spécifiquement d'éviter les « *interprétations sexistes des caractéristiques et des rôles des hommes et des femmes dans la société* » dans les publications médiatiques (p 8).

L'UNICEF et ONU Femmes (2020) appellent les journalistes à utiliser des récits qui tiennent compte de la dimension de genre en employant un langage neutre et les pronoms « iel », à moins que la victime ou la survivante n'ait précisé son genre. Saturviit (2017) est également favorable à l'adoption d'un langage neutre en lien avec le genre lorsque vient le temps d'aborder la crise de la VBG au Nunavik, en référant à l'enjeu ainsi : « *Nunavimmiut disparu ou assassiné* », ce qui fait référence à une personne du Nunavik plutôt qu'à un homme ou une femme. Puisque notre objectif principal est d'aborder les représentations de la violence des hommes envers les femmes dans ce projet, il est également important de ne pas ignorer ou effacer les cycles de violence que les hommes autochtones ont subis et continuent de subir en raison du colonialisme, et qui influencent la violence qu'ils perpétuent envers les hommes, les femmes et les peuples autochtones. Saturviit (2017) souligne que les hommes et les femmes autochtones sont tous touchés par des cycles de violence verbale, physique, psychologique, sexuelle, financière et familiale en raison des traumatismes intergénérationnels causés par le colonialisme et les pensionnats. Des chercheurs, notamment David Milward (2022), reconnaissent que le colonialisme et les pensionnats autochtones sont responsables du déclenchement des cycles de violence pour les peuples autochtones, et notent que le fait d'être

témoin de la violence à la maison et dans les communautés contribue encore davantage à la perpétuation des cycles de violence en raison des traumatismes intergénérationnels. Cependant, de nombreuses organisations du secteur VBG ont noté que les personnes issues de peuples autochtones et non autochtones ayant vécu des cycles d'abus et de traumatismes ne perpétuent par la violence.

Les spécialistes s'accordent également pour dire que *le langage* est un outil très puissant qui peut être utilisé pour renforcer ou surmonter les stéréotypes néfastes sur la VBG (Abaraham & Tastoglou, 2016; Tuck, 2008). Les récits qui présentent de manière monolithique les survivantes de la VBG comme des victimes, en particulier les survivantes autochtones, illustrent ce qu'Eve Tuck (2008) décrit comme une approche des récits « centrée sur les dommages » qui renforce la subordination coloniale, la marginalisation et la violence à l'égard des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones, comme l'a souligné l'Enquête nationale. Tuck reconnaît que si l'accent mis sur les victimes est souvent animé de bonnes intentions et ancré dans le désir de provoquer un changement social, politique et/ou matériel par une quête de justice et de responsabilité, le fait de se concentrer uniquement sur les dommages n'a historiquement pas porté fruit en ce qui a trait à la quête de justice autochtone, en particulier pour les FF2SADA+. En examinant plus particulièrement les cas de violence faite aux femmes autochtones, une étude de Jenna Walsh (2017) indique que seuls cinquante-quatre pour cent des auteurs de meurtres de femmes autochtones sont inculpés, alors que le taux national d'inculpation est de quatre-vingt-quatre pour cent. En se concentrant uniquement sur leur victimisation dans le système de justice pénale et en ignorant leurs positions de matriarches de la communauté, on dépeint les femmes autochtones comme une population vulnérable ayant besoin d'être « sauvée » par les mêmes systèmes coloniaux qui influencent la marginalisation et la violence envers les femmes, les filles et les personnes LGBTQ2S+ autochtones. Il est donc clair que le récit centré sur les dommages est restrictif et reproduit des effets sexospécifiques et coloniaux dans la relation entre le Canada et les peuples autochtones, en particulier les femmes autochtones.

Tuck n'est pas le premier chercheur à mettre en évidence le pouvoir d'influence des récits sur la marginalisation sociale. D'autres, comme Judith Butler (2009) et Achille Mbembe (2019), expliquent comment le langage et les récits peuvent être utilisés pour identifier les vies qui méritent d'être pleurées et, de façon encore plus méprisante, celles qui méritent la mort. Lena Carla Palacios (2016), Kylie Cripps (2021) et Yasmin Jiwani (2009) soulignent que les Autochtones victimes de VBG sont souvent décrites par les médias comme des personnes « à haut risque », des « prostituées » et des « toxicomanes ». Cindy Baskin (2020) explique que les médias « soutiennent que, parce que de nombreuses victimes sont des travailleuses du sexe autochtones pauvres et dépendantes aux drogues dures, elles courent un "risque élevé" de violence parce qu'elles se sont mises elles-mêmes en danger en raison de leurs "mauvais choix" » (p 2091). Ce discours rend les femmes autochtones responsables de la réalité que le colonialisme leur a imposée et occulte les conditions sociales inégales qui façonnent les « choix » des femmes autochtones, qui, en réalité, ne sont pas des choix du tout. En raison des récits de culpabilisation des victimes, le travail de collaboration entre Aura Freedom et le Native Women's Resource Centre of Toronto (2020) dans le cadre du *Centre de ressources sur la violence basée sur le genre* d'Aura Freedom souligne également que « plusieurs personnes blâment encore les femmes et les filles autochtones pour la violence qu'elles subissent, plutôt que de reconnaître comment le colonialisme et le racisme systémique ont nourri un environnement où elles courent un plus grand risque d'être victimes de violence et d'exploitation au Canada » (Aura Freedom International, 2020).

De plus, Katherine Morton (2018) attire l'attention sur la manière dont les représentations médiatiques associent les femmes autochtones aux « *prostituées* » et aux « *toxicomanes* », qui sont stéréotypées et dépeintes (à tort) comme des membres « indésirables » de la société, ce qui ne fait que renforcer le manque de considération pour la vie et la mort des populations qui participent à des activités jugées comme « *laidés* » par la société. Selon Palacios (2016), les récits qui influencent le mépris de la vie ou de la mort d'un être humain mettent en œuvre une forme de violence discursive supplémentaire en incitant au mépris et à l'antipathie envers les femmes autochtones, leurs communautés et leurs expériences globales de VBG. En utilisant des récits qui présentent les femmes autochtones comme dignes de subir de la VBG et un féminicide, les médias contribuent en fin de compte à renforcer la poursuite du génocide colonial contre les femmes, les filles, les personnes LGBTQ2S+ autochtones et leurs communautés. Melanie McGruder (2021) souligne la nécessité pour les universitaires et les journalistes de faire le lien entre les cas isolés de violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes LGBTQ2S+ autochtones et le féminicide en tant que violation généralisée des droits de la personne, le féminicide étant également lié au génocide des femmes autochtones et de leurs communautés, afin de susciter une prise de conscience qui contribue à mettre un terme à ces conditions sociales.

Les organismes gouvernementaux partagent avec les organisations communautaires et les universitaires des préoccupations similaires concernant le langage utilisé pour décrire les expériences de VBG vécues par les Autochtones. Ils s'efforcent d'éradiquer l'image de la victime perpétuée par certains journalistes lorsqu'ils font référence aux personnes qui ont subi des préjudices de manière désobligeante. (Cripps, 2021). Les organismes gouvernementaux encouragent également les journalistes à accorder de l'attention aux expériences autochtones de VBG sans manifestation physique en nommant les violences émotionnelles, financières et psychologiques (gouvernement du Canada, 2021). Bien que le gouvernement prenne l'initiative d'aborder l'importance du *Langage* dans sa réponse à la VBG, il existe des lacunes et des problèmes significatifs dans leur propre utilisation de celui-ci.

L'une des principales informations relatives au *Langage* et aux considérations sur ce qui constitue la VBG pour les peuples autochtones est l'incapacité à nommer la violence structurelle et la violence coloniale qui influencent directement les expériences autochtones en matière de VBG. Selon Equal Press (2020), « *les femmes autochtones sont confrontées à un type particulier de violence coloniale - cette violence et la marginalisation, le racisme/discrimination systémique et la stérilisation forcée sont tous considérés comme des VBG envers les peuples autochtones* ». Alors que l'Enquête nationale souligne que le gouvernement du Canada a mis en œuvre un génocide contre les peuples autochtones, le gouvernement ne considère pas ces actions comme une forme de VBG devant être résolue. Dans sa campagne de 2021 visant à mettre fin à la VBG, le gouvernement du Canada reconnaît la violence physique, émotionnelle, financière et psychologique comme des formes de VBG, mais ne reconnaît pas la violence structurelle et coloniale, ce qui l'empêche d'appliquer la rigueur nécessaire pour mettre fin à la VBG au sein des communautés autochtones. Pour mettre véritablement fin à la violence faite aux femmes, aux filles et aux personnes de diverses identités de genre autochtones, le gouvernement doit prendre la responsabilité de réparer la violence structurelle et coloniale qui contribue aussi directement à la poursuite du génocide des peuples autochtones.

Cadres de référence

Le thème Cadres de référence est examiné en détail par des organisations et des chercheurs autochtones et non autochtones. Chacune de ces sources établit plusieurs liens entre le cadre et les structures du colonialisme, y compris le racisme et le sexisme, et les expériences de VBG vécues par les Autochtones (Equal Press 2020; NBPAC N.D; Saturviit 2015 ; NIWRC N.D). Des organisations telles que Saturviit (2015) et Equal Press (2021), ainsi que le National Autochtone Women's Resource Centre (NIWRC) (N.D.) affirment qu'il est important de reconnaître que les abus qui se produisent au sein des communautés autochtones sont des conséquences directes du colonialisme et des traumatismes intergénérationnels. Saturviit (2015) établit un lien entre les traumatismes intergénérationnels et les expériences vécues au sein des pensionnats autochtones mis en place par le gouvernement du Canada et dont on sait qu'ils ont perpétué les violences sexuelles, psychologiques, physiques et émotionnelles à l'encontre des communautés autochtones jusqu'en 1996. Selon femifesto + collaborators (2015), « nous devons faire attention à la façon dont cette conversation est racialisée. Si nous protégeons principalement les corps des femmes blanches, nous avons vu comment cela se passe dans les communautés de couleur, les hommes de couleur étant profilés et criminalisés et les viols des femmes de couleur étant considérés comme non prioritaires ou, d'une certaine manière, pas aussi flagrants » (p. 40). Comme mentionné précédemment, les récits centrés sur les dommages ne positionnent pas seulement les institutions coloniales et les colons comme « sauvant » les femmes autochtones, ce qui renforce les conditions de subordination et de violence, mais ils identifient également les personnes méritant la mort et celles méritant un deuil public.

L'UNICEF et ONU Femmes (2020) affirment que les journalistes devraient attirer davantage l'attention sur les cadres racistes et sexistes appliqués à la VBG, tels que « les normes de genre inéquitables, les attitudes, les déséquilibres de pouvoir, le patriarcat et la masculinité toxique ». Ils demandent également aux journalistes qui traitent de la VBG de « souligner que des situations telles que la COVID-19 peuvent entraîner une augmentation de la [violence contre les femmes/violence contre les enfants], mais qu'il ne devrait jamais s'agir d'une raison pouvant expliquer ou excuser la violence » (p 7). À cette fin, il est important que les professionnels des médias incluent les cadres de référence non pas comme des excuses ou des boucs émissaires pour les actes de VBG, mais qu'ils les reconnaissent au contraire comme des éléments circonstanciels dans le contexte plus large dans lequel la VBG se développe.

Il est tout aussi important que les professionnels des médias évitent d'isoler les actes de VBG dans des cadres singuliers et épisodiques, et rapportent plutôt les expériences de VBG comme faisant partie de problèmes sociétaux plus larges qui contribuent au féminicide et au génocide en cours des peuples autochtones. Selon l'OAITH (2021), le cadre épisodique appliqué à la VBG ignore le rôle du patriarcat, de l'inégalité entre les genres, de la misogynie et du racisme systémique en tant que causes fondamentales du féminicide, qui contribue au génocide des peuples autochtones. L'exclusion de ces faits rend les journalistes complices de la création de mythes et du renforcement des institutions qui soutiennent et perpétuent le féminicide et le génocide autochtone. Relier les expériences de VBG aux contextes qui influencent le féminicide et le génocide autochtone contribuera en fin de compte à sensibiliser le public aux circonstances favorisant la VBG, afin que nous puissions nous y attaquer et éradiquer la VBG au sein des communautés autochtones et, plus largement, de l'ensemble de la population canadienne.

Les chercheurs reconnaissent également l'importance de réformer les cadres coloniaux, patriarcaux et paternalistes qui permettent à la VBG chez les Autochtones de survenir aussi fréquemment (Abraham & Tastoglou, 2016; Wolfe, 2006; Klingsphon, 2018; Kuokkanen, 2014; Dorries & Harjo, 2020). Il est bien connu que la colonisation trouve son origine dans les présupposés racistes des

Européens, qui pensaient que les peuples autochtones ne savaient pas comment s'occuper correctement d'eux-mêmes ou se gouverner, parce que les communautés autochtones possédaient des valeurs sur les relations humaines et le monde qui les entourait que les colonisateurs ne pouvaient pas comprendre. Selon Sheri M. Huhndorf (2021), le présupposé raciste de l'État selon lequel les peuples autochtones sont incapables de gérer leurs propres affaires s'est matérialisé en raison du fait que l'existence même des « *communautés autochtones conteste l'autorité politique et les revendications territoriales des États-nations coloniaux* » (p 564).

Contrairement à la situation actuelle de la société canadienne, les Premières Nations matriarcales respectaient et honoraient la force et le pouvoir mental et spirituel des femmes et des personnes bispirituelles autochtones (Klingspohn, 2018). Les fondements paternalistes et patriarcaux des cadres coloniaux ont attaqué les origines de nombreuses Premières Nations matriarcales avant le contact avec les Européens, afin d'atténuer la menace que l'autorité des femmes autochtones faisait peser sur l'État. Selon Klingspohn (2018), la colonisation forcée et l'assimilation violente des peuples autochtones sont « *le principal déterminant social de la santé des Autochtones au Canada, car elles ont conduit à des traumatismes intergénérationnels, les communautés luttant aujourd'hui contre la discrimination, la stigmatisation, la pauvreté et l'exclusion sociale. Les conséquences de la violence conjugale sont les plus inquiétantes et les plus préjudiciables* » (p. 1). Il est clair que les structures du colonialisme utilisent des cadres racistes et paternalistes pour subordonner les communautés autochtones, en particulier les femmes, parce que leur force et leur rôle dans leur communauté menacent la souveraineté et l'existence même de l'État colonial (Simpson, 2016; Million, 2013).

Comme indiqué précédemment, la poursuite de la colonisation forcée des peuples autochtones est profondément liée au génocide en cours des femmes autochtones, des filles et des personnes LGBTQ2S+ au Canada. Selon Sarah Deer (2009), « *le viol et la violence sexuelle sont profondément ancrés dans la philosophie coloniale. Bien plus qu'une simple métaphore de la colonisation, le viol en est une partie intégrante* » (p 50). En s'attaquant violemment aux origines matriarcales des communautés autochtones et en perpétuant de multiples formes d'abus par le biais des pensionnats, l'État s'en prend directement aux femmes autochtones, aux filles, et aux personnes LGBTQ2S+ et à leurs communautés. Comme l'affirment Heather Dorries et Laura Harjo (2020), « *la violence subie par les femmes autochtones [...] est symptomatique des processus de dépossession coloniale des colons et de l'effacement des ordres politiques autochtones* ». L'application de cadres coloniaux patriarcaux et paternalistes va bien au-delà de la prise de contrôle des terres et des peuples : elle vise à dépouiller les femmes autochtones, les filles et les personnes LGBTQ2S+ de leurs droits tribaux et de leur rôle de leader, et de contribuer à la poursuite du génocide et de l'« *éviscération des nations autochtones* » (Million, 2013, p 7).

Selon Margaret Abraham et Evangelia Tastsoglou (2016), le cadre paternaliste de l'État est aussi directement responsable de l'influence des représentations politiques et médiatiques des femmes qui subissent de la VBG en tant que victimes, « *dont la faculté d'agir est limitée et qui ont besoin d'être soutenues (donc contrôlées) par l'État* » (p. 578). Leur argument soutient l'affirmation de Tuck (2009) selon laquelle les représentations des femmes autochtones centrées sur les dommages et les victimes servent à reproduire des effets sexospécifiques et coloniaux dans la relation entre le Canada et les peuples autochtones. Par conséquent, « *l'image dominante passe souvent à côté de détails et de voix essentiels* » entourant les réalités de la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones, qui résulte directement de l'État canadien, et les résolutions nécessaires pour y remédier. (Cripps, 2021).

À cette fin, les cadres dominants utilisés pour discuter des expériences autochtones de VBG dans les médias doivent tenir compte du fait que la persistance de cette violence est le résultat direct du colonialisme d'État. Le National Indigenous Women's Resource Centre (NIWRC) appelle spécifiquement les journalistes à « *se concentrer sur la responsabilité et la culpabilité des autorités fédérales et locales* », et à « *demandeur des comptes aux pouvoirs et aux autorités* » (N.D). Il est également essentiel de se pencher sur les autres problèmes de santé à court et à long terme que la VBG dans les communautés autochtones contribue à engendrer, tels que les blessures, la toxicomanie et la santé mentale (Williams et coll., 2021). Les journalistes ont la responsabilité de rendre compte de tous les facteurs contribuant à la VBG au sein des communautés autochtones, ce qui implique de relier leurs récits à des cadres sociaux plus larges qui favorisent l'apparition de la VBG, comme le fait de blâmer les communautés autochtones pour des éléments circonstanciels ayant été favorisés par le colonialisme. Ce faisant, les journalistes seront en mesure de recadrer la violence à l'égard des femmes, des filles et des personnes LGBTQ2S+ autochtones d'une manière qui nous aidera à éliminer ces cadres plus larges et les racines du problème pour mettre fin à la VBG à la source.

S'il est clair que les cadres du colonialisme, de l'hétéropatriarcat et du racisme au cœur de l'État canadien sont responsables de la création et du maintien d'un environnement où la VBG est omniprésente dans les communautés autochtones, l'État ne reconnaît pas la responsabilité qui lui incombe de s'orienter vers une réforme structurelle dans ses plans de résolution de la VBG. Un examen international des plans de prévention de la violence conjugale pour les peuples autochtones, réalisé par Sarah Fotheringham, Lana Wells et Sharon Goulet (2021), a révélé que les plans du gouvernement canadien ne tenaient guère compte des effets de la colonisation ni ne situaient le problème et les solutions dans le cadre des visions du monde autochtones. Ils ont également constaté que les divers plans annoncés par les gouvernements du monde entier n'abordent pas les cadres sociaux et institutionnels qui influencent la VBG dans les communautés autochtones, tout en assumant simultanément l'autorité juridictionnelle pour mettre fin à la VBG (Fotheringham et al, 2021). Ce faisant, les plans gouvernementaux visant à résoudre/mettre fin à la VBG servent en réalité à renforcer les structures du colonialisme qui perpétuent la violence, reproduisant ainsi des effets sexospécifiques et coloniaux au sein de la relation entre le Canada et les peuples autochtones, en particulier les femmes autochtones et les personnes bispirituelles.

Il est évident que pour éradiquer la VBG au Canada, en particulier pour les femmes autochtones, les filles et les personnes de diverses identités de genre, les cadres coloniaux qui influencent la VBG en renforçant l'hétéropatriarcat et la suprématie blanche doivent être pris en compte dans la conversation afin d'être réformés. Il est donc nécessaire que le journalisme transformateur suive l'appel du NIWRC à « *contextualiser la crise dans le cadre du problème de la colonisation et de ses impacts durables tels que la discrimination systémique et les mauvaises politiques à l'encontre des peuples autochtones dans les systèmes judiciaires américain et canadien* ». Le NIWRC affirme que le fait de mettre l'accent sur la nécessité de réformes juridiques « *peut être ce dont un législateur a besoin pour se rendre compte qu'il doit présenter une nouvelle loi au Congrès ou au Parlement* » (N.D). Il est nécessaire d'inclure des informations expliquant les circonstances sociales et politiques qui influencent les taux plus élevés de VBG dans les communautés autochtones afin d'aborder et de résoudre le problème à la source.

Impacts

La VBG a un certain nombre de conséquences plus larges sur la vie personnelle, familiale et communautaire, tant pour les femmes autochtones que non autochtones. J'ai déjà évoqué l'impact *des Voix, du Langage et des Cadres de référence* utilisés pour rendre compte de l'expérience autochtone de la VBG. Dans cette section, *les Impacts* sont examinés en relation avec la VBG et les

reportages des médias de deux manières : la nécessité d'aborder les impacts et les effets de la violence faite aux femmes, filles et personnes de diverses identités de genre autochtones, lorsqu'on en parle, et l'importance de reconnaître les divers impacts des représentations médiatiques de la VBG autochtone.

Le NIWRC encourage les journalistes à écrire des articles de suivi qui abordent les impacts à long terme de la VBG sur les survivantes afin qu'ils puissent également être abordés et résolus (N.D). Les organisations de femmes autochtones telles que Saturviit (2015) notent que deux des principaux impacts de la VBG sont liés aux traumatismes familiaux et au système de protection de l'enfance, et que ces expériences créent également des cycles de violence qui influencent d'autres traumatismes intergénérationnels. Selon le rapport du recensement *2021 de Statistique Canada*, les enfants autochtones représentent actuellement 53,8 % des enfants placés en famille d'accueil, ce qui est frappant si l'on considère que les Autochtones ne représentent que 5 % de la population du Canada. Marie Ellen Turpel-Lafond (2016) souligne que les filles autochtones placées dans le système de protection de l'enfance subissent deux fois plus de violence sexuelle que les autres filles. Il est donc essentiel que les journalistes attirent l'attention sur les conséquences de la violence faite aux filles autochtones, comme les abus commis dans le cadre du système de protection de l'enfance, afin de mettre fin à ces cycles de violence qui contribuent à la VBG.

Les organisations notent également que la façon dont les journalistes encadrent la VBG au sein des communautés autochtones crée d'autres impacts négatifs pour les survivantes, les familles et les communautés. L'Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilité (2020) souligne que le langage utilisé pour décrire à la fois la victime et l'auteur des faits a une incidence sur la compréhension sociétale de la violence à l'égard des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones. Par exemple, on explique que *« l'accent mis sur la consommation d'alcool dans les cas de féminicide dans les nouvelles et les médias diminue la responsabilité et l'obligation de rendre des comptes pour les auteurs de violence faite aux femmes »* (Media Tips, 2020), perpétuant ainsi la culpabilisation de la victime. Au-delà de la couverture médiatique de la VBG, la Campagne du ruban blanc (2011) attire l'attention sur la manière dont les médias en général hypersexualisent les femmes, en particulier les femmes autochtones, ce qui *« a eu un impact profond sur la violence sexuelle des hommes envers les femmes »* (p 14). Cela dit, les professionnels des médias doivent faire preuve de prudence dans leur approche, non seulement à l'égard des histoires de violence faite aux femmes autochtones, mais aussi à l'égard de la manière dont les représentations médiatiques des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones en général peuvent avoir une influence sur les taux de VBG.

Les chercheurs notent également que les médias ont le pouvoir d'influencer les attitudes et les connaissances de la société concernant la violence à l'égard des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones, qu'il s'agisse de bons ou de mauvais reportages (Cripps, 2021; Jiwani, 2009). Dans une enquête sur les femmes autochtones représentées dans les journaux à Vancouver, Meghan Longstaffe (2017) a constaté que *« les mots des reporters rappellent les anciens stéréotypes [sur les femmes autochtones], ce qui contribue à reproduire certaines des barrières qui nuisent aux femmes autochtones vivant dans la ville »* (p. 254). Comme indiqué précédemment, lorsque les journalistes se concentrent sur la culpabilisation ou les représentations stéréotypées des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones, le langage et les récits utilisés pour décrire la VBG peuvent contribuer à les déposséder de leur pouvoir (Tuck, 2009; Abraham & Tastsoglou, 2016). Yasmin Jiwani (2009) affirme que les représentations médiatiques qui renforcent les stéréotypes et la victimisation mettent en œuvre une forme de violence symbolique et discursive issue du langage, qui contribue en outre à la violence à l'encontre des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones.

Jiwani (2009) qualifie de « *modèle de violence* » les récits centrés sur les dommages couramment utilisés par les journalistes pour dépeindre la VBG au sein des communautés autochtones. Selon Jiwani (2009), les reportages décrivent souvent les femmes autochtones victimes de violence comme « *correspondant à un profil particulier, celui de la prostituée toxicomane. De même, les reportages sur la garde des enfants et le droit de visite réitérent continuellement l'image des femmes autochtones comme des mères inaptés, ivres, toxicomanes, qui semblent incapables d'éprouver des sentiments maternels* » (p. 8). Il est essentiel de reconnaître que le modèle de violence influence la perception du public et l'antipathie à l'égard des expériences autochtones de VBG, comme nous l'avons vu précédemment. Le modèle de la violence a un impact négatif sur les femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones qui subissent des violences en les stéréotypant, en suscitant l'antipathie et en suggérant qu'il est habituel, et donc acceptable, que ces femmes subissent des violences. Afin de surmonter ces représentations, les journalistes transformateurs peuvent s'engager à recadrer, restaurer et ramener les récits entourant la VBG autochtone au contexte et à l'autorité des personnes dont il est question.

Les plans gouvernementaux accordent peu d'attention à l'importance de résoudre les impacts et les cycles de violence qui résultent de la VBG à l'égard des peuples autochtones. Cependant, ils reconnaissent l'importance des divers impacts des représentations médiatiques de la VBG de manière plus générale. Un rapport fédéral rédigé dans le but de mettre en place des mesures visant à mettre fin à la violence faite aux femmes et aux filles au Canada note que « *s'il est vrai que les médias sociaux peuvent promouvoir des concepts néfastes liés à la sexualité, ils peuvent également être exploités pour "déraciner la culture du viol et favoriser un changement culturel positif", en engageant les Canadiens et les Canadiennes dans des dialogues critiques et éducatifs* » (2017). Les plans gouvernementaux appellent également à l'inclusion des hommes et des garçons autochtones et non autochtones dans les stratégies de prévention des médias pour mettre fin à la VBG, car le même rapport note que les hommes et les garçons sont exposés à la masculinité toxique par l'entremise de médias comme la télévision et la musique, ce qui contribue à la culture du viol néfaste à laquelle les femmes autochtones sont confrontées quotidiennement (2017). Mobiliser les médias et contrer cette perception des médias par les hommes a le potentiel d'influencer l'éradication des expériences autochtones et non autochtones de VBG.

Visibilité

Les organisations, les universitaires et les organismes gouvernementaux appellent les médias à faire de la violence à l'égard des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones un problème social visible afin d'y mettre un terme. Valerie Wieskamp et Cortney Smith (2020) notent que « *plus de 95 % des cas analysés portant sur des femmes autochtones disparues et assassinées n'ont pas été couverts par les médias nationaux ou internationaux. Ce manque d'attention de la part des médias, jumelé à des données inaccessibles et souvent inexacts de la part des forces de l'ordre, invisibilise les traumatismes autochtones* » (p. 75). Bien qu'il soit important que les médias accordent davantage d'attention à la VBG et en fassent davantage état, il est clair que cela peut poser problème si l'on utilise, dans le cadre de ces récits, un langage préjudiciable et des cadres inexacts. De nombreuses organisations de femmes autochtones, comme le Native Women's Resource Centre of Toronto (NWRCT), ont recadré la couverture médiatique des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées afin de résister aux représentations néfastes ou inexistantes du génocide. Le NWRCT a créé la *campagne 4000 Cover Stories*, qui visait à placer 4 000 victimes FF2S+ADA en « première page » d'un journal, car beaucoup de leurs histoires n'ont pas été rapportées (NWRCT, 2022). Bref, les organisations et les universitaires autochtones et non autochtones appellent à l'adoption d'approches de reportage davantage axées sur les survivantes afin d'accroître l'exactitude et la visibilité des récits.

Plusieurs organisations et mouvements autochtones communautaires ont recours aux campagnes de médias sociaux pour sensibiliser la population au problème omniprésent de la VBG au sein des communautés autochtones, et pour établir un lien entre ces épisodes de violence et le génocide des femmes, filles et personnes bispirituelles autochtones disparues et assassinées qui se poursuit toujours. Ces représentations remettent en question les représentations néfastes des médias grand public en rendant visibles l'humanité et les moyens de subsistance des victimes et des survivantes, tout en condamnant la violence qu'elles subissent et en reliant cette violence à des problèmes plus généraux qui affectent les communautés autochtones. Ce faisant, on en vient à recadrer les enjeux autochtones en fonction des contextes politiques autochtones, affirmant ainsi efficacement l'autodétermination. Les professionnels des médias devraient prêter une attention particulière à la manière dont les peuples autochtones s'engagent déjà dans un journalisme transformateur, car ils présentent d'excellents exemples des pratiques de reportage nécessaires pour mettre fin à la violence faites aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones.

Le Global Protection Cluster (2014) ainsi que l'UNICEF et ONU Femmes (2020) recommandent également aux journalistes de demander le consentement et les conseils des survivantes et/ou des familles des victimes en ce qui concerne les récits qu'ils choisissent de transmettre, la manière dont ils les présentent, l'utilisation ou non d'images, etc. Ces organisations demandent également aux journalistes de rendre les auteurs de violence visibles dans leurs reportages. À cette fin, l'UNICEF et ONU Femmes encouragent les journalistes à :

Mettre en évidence les actions de l'agresseur dans la description de la violence. Évitez de rendre l'agresseur invisible. Par exemple, évitez de dire « xx femmes ont été victimes d'un homicide ». Optez plutôt pour « xx femmes ont été tuées par un partenaire ». Les descriptions de la violence qui invisibilisent l'agresseur renforcent les perceptions problématiques des femmes en tant que « victimes » des crimes qu'elles subissent plutôt que de tenir les agresseurs responsables de leurs actes. (UNICEF & UN Women, 2020, p 7).

Pour mettre fin à la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones, il est essentiel de rendre les auteurs de violence visibles afin de pouvoir prévenir et résoudre les problèmes de VBG.

Les chercheurs s'entendent pour dire que les journalistes doivent identifier clairement les personnes qui perpétuent la VBG à l'égard des femmes autochtones et des femmes non autochtones. Comme l'explique Jackson Katz (2006), la violence faite aux femmes est en réalité un problème masculin, car les hommes sont les auteurs de VBG les plus nombreux. Selon Saturviit (2020), au Nunavik, il a été rapporté que lorsque la VBG se produit dans leurs communautés, dans soixante-cinq pour cent des cas, c'est un membre de la famille qui en est l'auteur. Il est essentiel de relier la violence perpétrée par les hommes autochtones aux effets durables, continus et intergénérationnels de l'assimilation coloniale violente, en particulier le régime des pensionnats autochtones. Comme l'explique David Milward (2022), les pensionnats autochtones ont planté la graine de la surincarcération autochtone et de la violence dans les communautés en portant directement et violemment atteinte aux élèves sur les plans mental, physique, sexuel et culturel. Il existe un cycle profond de violence influencé par les expériences vécues dans les pensionnats autochtones, qui se perpétue en raison des traumatismes intergénérationnels (Milward, 2022). C'est une autre raison importante pour laquelle les journalistes ne doivent pas passer sous silence les Cadres de référence qui renforcent la violence faite aux femmes autochtones dans leurs reportages, afin de rendre visibles les causes profondes de cette violence, ainsi que pour « éviter de présenter les Autochtones comme un problème et veiller à ne pas insinuer qu'ils sont à blâmer pour la violence à laquelle ils sont confrontés » en tant que communauté (Equal Press, 2020).

Au-delà des cycles de violence perpétués par les traumatismes intergénérationnels résultant des pensionnats, la recherche montre également que les femmes autochtones sont souvent victimes d'autres violences de la part d'hommes non autochtones en dehors de leurs relations intimes ou familiales (Smye, Varcoe, Browne, Stout, Josewski, Ford-Gilboe & Kieith, 2020). Selon un récent rapport de Statistique Canada, les femmes autochtones sont « *beaucoup plus susceptibles d'avoir subi des violences physiques de la part d'un partenaire non intime au cours de leur vie* » (Heidinger, 2022). Par ailleurs, l'initiative *Sœurs par l'esprit* de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) a révélé que « *les femmes et les filles autochtones étaient plus souvent tuées par des connaissances masculines ou des étrangers que par leurs partenaires masculins* » (Canadian Femicide Observatory for Justice and Accountability, 2020). Il s'agit d'une différence frappante par rapport aux femmes autochtones au Canada, qui sont plus susceptibles d'être tuées par quelqu'un qu'elles connaissent, comme un membre de la famille ou un partenaire intime (VAWnet, 2021). Selon Cindy Baskin (2020), « *les hommes blancs qui attaquent les femmes autochtones leur disent souvent que, parce qu'elles sont autochtones, la police les croira en tant qu'hommes blancs lorsqu'ils diront que les femmes mentent. En effet, ces hommes comptent sur le fait que les policiers ont tendance à déconsidérer les femmes autochtones en les qualifiant de personnes "non coopératives" ou "non fiables"* ». Pour toutes ces raisons, il est important de rendre visibles les auteurs de VBG autochtones, et de dénoncer les cadres de référence qui perpétuent la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones.

Les organismes gouvernementaux considèrent que les journalistes devraient augmenter le nombre de reportages sur la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones afin de sensibiliser la population à la nécessité de mettre fin à cette violence tenace. Cependant, il a été clairement démontré que les journalistes doivent travailler dur pour augmenter le nombre de reportages sur la VBG au sein des communautés autochtones, ainsi que pour accroître leur propre sensibilisation au journalisme transformateur qui peut recadrer, restaurer et rendre le pouvoir et la faculté d'agir aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones, ainsi qu'à leurs communautés. Dans les sections suivantes, je décrirai les approches du journalisme transformateur recommandées par les organisations et les chercheurs, qui tiennent compte des traumatismes et sont basées sur les désirs.

Recadrer, restaurer, rétablir: Tenir compte des traumatismes

Des organisations et des universitaires autochtones et non autochtones ont discuté de la nécessité d'adopter des approches de reportage qui tiennent compte des traumatismes. Equal Press (2020) explique que « *l'utilisation d'une approche tenant compte des traumatismes exige l'intégration d'un souci des traumatismes dans le cadre de vos interactions avec les victimes/survivant(e)s, et la prise de mesures pour éviter de traumatiser à nouveau ou de minimiser les traumatismes de la personne* » (p. 7). Klingspohn (2018) souligne que les reportages tenant compte des traumatismes sont également centrés sur les survivantes, ce qui « *comprend une approche axée sur le rétablissement et les forces, avec une compréhension et une réponse aux impacts des traumatismes, où la sécurité psychologique, physique et émotionnelle est primordiale (pour les fournisseurs et les bénéficiaires de services) et offre des possibilités de contrôle, d'autonomisation, et de rétablissement* » (p. 4). En étant centrées sur les survivantes, les approches tenant compte des traumatismes pour rapporter la VBG recadrent, restaurent et redonnent un véritable pouvoir aux peuples autochtones et à leurs histoires, ce qui peut contribuer à mettre fin à la VBG et aux récits monolithiques centrés sur les dommages qui servent à reproduire la marginalisation et le génocide des Autochtones dans le cadre du colonialisme de peuplement.

Il est essentiel que les journalistes utilisent des méthodes tenant compte des traumatismes lors

des entrevues et des reportages, afin de s'assurer que les personnes qui y participent et le lectorat courent un risque minimal de subir un nouveau traumatisme. Le Global Protection Cluster (2014) propose aux journalistes des conseils pour des entrevues sécuritaires et tenant compte des traumatismes, tels que la garantie d'un cadre privé et sécuritaire, le respect des survivantes et la mention aux survivantes de leur droit de refuser toute question ou d'interrompre l'entrevue. Le Global Protection Cluster rappelle également aux journalistes de ne jamais rapporter de détails intimes qui pourraient exposer les survivantes ou leurs familles à des risques de représailles (2014). C'est notamment pour ces raisons que Tamara Cherry, experte en journalisme tenant compte des traumatismes et auteure de *Trauma survivors and the media: A qualitative analysis*, appelle les journalistes à couvrir les événements de manière responsable en donnant aux survivantes, aux victimes et à leurs familles le pouvoir d'offrir un consentement continu et éclairé (Goldsbie, 2022). Pour s'assurer que les parties consentent à leur représentation dans les médias, les journalistes doivent consulter les personnes concernées et leur permettre de lire l'article avant qu'il ne soit publié. Le journaliste autochtone Duncan McCue souligne que les professionnels des médias ont le devoir « *de raconter une histoire plutôt que de la prendre de force* », et de donner aux parties le pouvoir de décider de la manière dont elles et leurs traumatismes sont représentés (Goldsbie, 2022).

Afin d'éviter de troubler les lecteurs et de donner un caractère sensationnel à la violence lors de la publication d'un article, plusieurs organisations suggèrent que les journalistes de tous types évitent de décrire en détail les actes de violence et nomment plutôt le type de violence subie, par exemple la violence physique, avant de poursuivre l'article (femifesto + collaborators, 2015; UNICEF & UN Women, 2020). L'UNICEF et ONU Femmes (2020) recommandent également aux journalistes d'inclure des « *appels à l'action, y compris des informations sur les services de soutien disponibles localement* » (p. 7) afin, à la fois, de sensibiliser à la manière dont les communautés peuvent contribuer à mettre fin à la VBG, et d'offrir clairement des possibilités de soutien supplémentaire aux survivantes de la VBG, qu'ils soient le sujet de l'article ou que l'article leur soit destiné. Saturviit (2015) note que les ateliers de soutien à la prévention des dépendances, à la gestion de la colère, aux relations saines et à la santé mentale en général devraient être rendus plus accessibles, et les médias pourraient jouer un rôle dans la sensibilisation à l'importance et à la nécessité de programmes susceptibles de favoriser la restauration des individus et des communautés. Les journalistes peuvent également inclure des ressources similaires dans leurs articles, ou des liens vers des services téléphoniques de soutien pour les victimes, les survivantes, leurs familles ou tout autre public vulnérable aux récits de VBG, comme moyen responsable de tenir compte des traumatismes. Pour soutenir davantage les peuples autochtones victimes de VBG, les journalistes pourraient également inclure les appels à l'action qui ont déjà été rendus publics par la Commission de vérité et réconciliation et l'Enquête nationale, afin de recadrer les histoires et de rappeler au public que ces appels préexistants nécessitent une attention immédiate pour mettre fin à la VBG et au génocide à grande échelle des peuples autochtones.

L'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, lancée par le gouvernement du Canada, préconise également des pratiques de reportage tenant compte des traumatismes. L'appel à l'action 6.1 invite les médias, les sociétés et les organes d'information, ainsi que toute autre association ou institution ayant un pouvoir d'influence, à adopter une approche décolonisatrice dans leur travail et leurs publications, notamment en soutenant « *les Autochtones qui racontent leurs histoires, de leur point de vue, sans parti pris, sans discrimination et sans fausses hypothèses, et d'une manière qui tient compte des traumatismes et de la culture* » (p. 187). Dans un rapport de 2017 créé pour soutenir l'initiative « *Agir pour mettre fin à la violence faite aux jeunes femmes et aux filles au Canada* », la Chambre des communes demande expressément que les incidents liés à la cyberviolence soient signalés « *d'une manière qui soit axée sur les survivantes et qui tienne compte des traumatismes* » (p. 57). L'adoption d'approches tenant compte des traumatismes,

conformément à ces appels à l'action, favorise le recadrage, la restauration et le rétablissement des récits autochtones dans des contextes autochtones, d'une manière qui valide leurs expériences et contribue à mettre fin à la VBG ainsi qu'au génocide à grande échelle des peuples autochtones.

De nombreuses organisations locales et universitaires ont récemment insisté pour que l'on tienne compte non seulement des traumatismes, mais aussi de la violence. La Western University (2020) définit les approches tenant compte de la violence comme distinctes en ce sens qu'elles visent à *minimiser la possibilité d'un préjudice supplémentaire, à la fois sur le plan social et sur le plan structurel. Les approches tenant compte de la violence reconnaissent et cherchent à éviter de perpétuer la violence actuelle, plutôt que de se concentrer sur les traumatismes passés* (Western University, 2020). Aura Freedom convient qu'il est essentiel pour les défenseurs de la VBG, les professionnels des **Médias transformateurs** et tous nos alliés de s'engager à la fois à éviter un nouveau traumatisme grâce à des approches tenant compte des traumatismes, ainsi qu'à éviter la perpétration de nouvelles violences grâce à des approches tenant compte de la violence.

Recadrer, restaurer, rétablir: Basé sur les désirs

Plutôt que de se concentrer uniquement sur la violence et la victimisation, des chercheurs autochtones tels que Gerald Vizenor et Eve Tuck demandent à ce que *les récits autochtones mettent l'accent sur la survie*. Vizenor (2009) parle de la survie comme d'une représentation tangible de la présence et de la faculté d'agir autochtones, qui, selon Tuck (2009), devrait être explorée par l'entremise de cadres basés sur les désirs plutôt que de se concentrer sur les dommages subis par la communauté. Pour Tuck, les cadres basés sur les désirs permettent de surmonter les dommages parce qu'ils contextualisent non seulement les problèmes auxquels font face les communautés qui ont été historiquement privées de leurs droits, mais aussi la faculté d'agir, la sagesse, le pouvoir et la résilience que ces communautés et leurs acteurs conservent (Tuck, 2009). Tuck estime que les membres des communautés dont l'histoire est complexe incarnent la survie et la résilience grâce à leurs expériences et que, collectivement, ils sont les mieux à même de déterminer leurs besoins pour un avenir prospère. Dans la campagne Relentless Resilience d'Aura Freedom International et du Gender-Based Violence Resource Centre, Mary Ann Shoefly, du NWRCT, l'explique de la meilleure façon qui soit en affirmant: « *Nous ne demandons plus la permission* » (p. 8).

L'utilisation de cadres basés sur les désirs dans les reportages sur la violence faite aux femmes, filles et aux personnes de diverses identités de genre autochtones permettrait de réaliser un engagement recommandé par Equal Press, soit celui de « *changer le récit colonial dominant sur les peuples autochtones au Canada en élargissant les histoires qui sont écrites à leur sujet dans les médias, en se concentrant notamment sur la force et la résilience des peuples autochtones, des nations, des communautés, des connaissances, des manières d'être et de savoir* » (p. 25). Les récits basés sur les désirs encourageraient également les peuples autochtones et les organisations qui excellent déjà dans les résolutions proposées par les organisations, les universitaires et les organismes gouvernementaux, comme je l'ai mentionné plus haut. Par exemple, l'Association des femmes autochtones du Canada a créé son Plan d'action national en réponse à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et s'engage précisément à aborder les cadres plus larges du colonialisme, du racisme et du patriarcat qui influencent les expériences autochtones de VBG et qui contribuent au génocide à plus grande échelle des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones. Par ailleurs, selon Global Protection Cluster (2014), « *attirer l'attention sur des histoires positives d'autonomisation et de résilience, par exemple, peut aider à illustrer comment les survivantes agissent souvent en tant que défenseurs et agents du changement* » (p 2), ce qui recadre efficacement, restaure et retourne, les histoires vers le pouvoir et la faculté d'agir autochtones.

Il est clair que les cadres de référence basés sur les désirs sont également centrés sur les survivantes. L'UNICEF et ONU Femmes (2020) suggèrent que les représentations médiatiques de la VBG devraient représenter « *les survivantes comme des personnes autonomes qui ont décidé de s'exprimer* » plutôt que comme des victimes. Comme indiqué précédemment, les survivantes devraient toujours avoir le pouvoir de décider de leur participation et de la manière dont leurs paroles et leurs histoires sont rapportées dans les médias. Par conséquent, les professionnels des médias doivent également s'engager à valoriser leurs choix et à célébrer la survie afin de suspendre collectivement les dommages dans le contexte de meilleures pratiques de reportage de la violence faite aux femmes, filles et personnes de diverses identités de genre autochtones, ce qui contribuera à mettre fin non seulement à la VBG, mais aussi au génocide autochtone dans son ensemble. De plus, les médias devront s'engager à recadrer, restaurer et rétablir les récits de manière à honorer les divers appels au changement dans les volets *Voix, Langage, Cadres de référence, Impacts et Visibilité* de la VBG autochtone.

Pour que les journalistes puissent adopter de manière éthique et significative des approches basées sur les désirs pour rendre compte de la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones, des chercheurs tels que Klingspohn (2018) soulignent qu'il est nécessaire que les personnes travaillant dans les médias suivent une formation sur les compétences culturelles et la sécurité qui tiennent compte des traumatismes et de la violence pour réellement contribuer à mettre fin à la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones. Comme Moore (2001) affirme que toute stratégie élaborée pour les femmes autochtones doit être autodéterminée pour être significative et favoriser l'autonomisation, la compétence culturelle et la formation à la sécurité pour les professionnels des médias devraient également être déterminées par les femmes, filles, et personnes de diverses identités de genre autochtones et les organisations qui les soutiennent. Selon Klingspohn (2018), ce type d'« *approche collaborative du rétablissement aiderait à changer la perspective des femmes de victime à survivante* » (p. 5). Ainsi, les reportages autodéterminés et basés sur les désirs donnent une faculté d'agir aux survivantes et leur fournissent des ressources culturellement pertinentes pour leur guérison.

Les femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones font preuve d'initiative et d'autodétermination dans les médias de diverses manières. De l'activisme sur les médias sociaux aux initiatives et campagnes locales, les efforts des femmes autochtones et de leurs partisans ont suscité beaucoup d'attention. Par exemple, Moete-Pickering, Cote-Meek et Pegoraro (2018) ont constaté que les utilisateurs autochtones des médias sociaux utilisent avec succès le mot-clic #FFADA pour recadrer les récits et les stéréotypes de la VBG à l'encontre des femmes autochtones. Dans leur optique, l'attention que leurs messages suscitent augmente la visibilité et crée un sentiment de mobilisation à partir du contexte politique autochtone, démontrant efficacement l'autodétermination en recadrant, restaurant et rétablissant la faculté d'agir des femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones et de leurs communautés. Les journalistes pourraient également inclure des mots-clics dans leurs articles dans le cadre de reportages basés sur les désirs pour à la fois favoriser la sensibilisation et attirer l'attention sur ces efforts qui recadrent positivement, restaurent et rétablissent la faculté d'agir des peuples autochtones. Comme l'affirme Longstaffe (2017), les professionnels des médias ont la possibilité d'utiliser leur « *position pour défendre les femmes marginalisées par la race, la pauvreté et la violence* ».

Il faut des journalistes diligents et transformateurs pour veiller à ce que les reportages sur l'activisme des femmes autochtones soient (re)cadrés d'une manière qui les libère, elles et leurs communautés, en tant qu'agents de changement pour surmonter l'assujettissement colonial, le génocide et la VBG. Pour Isela Perez-Torre:

Les journalistes ont la responsabilité humaine et professionnelle de couvrir et d'offrir un suivi approprié à tous ces cas de violence et à la lutte de leurs familles. Ils doivent s'éloigner des idéologies patriarcales et racistes, du discours des élites et de leurs intérêts économiques et prendre exemple sur la grande leçon que les familles des victimes autochtones de la violence donnent en ce moment même à l'ensemble de la société canadienne : la valeur de leurs filles et de la vie autochtone (Perez-Torres, 2016, p. 171).

Conclusion

Il est clair que les représentations médiatiques de la violence faite aux femmes, filles et personnes LGBTQ2S+ autochtones peuvent être à la fois nuisibles et utiles, selon la manière dont les histoires et les faits sont abordés. Dans cette analyse documentaire, les risques et les avantages de certaines approches du reportage sur la VBG autochtone ont été examinés en parallèle avec leurs conséquences, afin d'aider à déterminer les meilleures pratiques pour une couverture médiatique qui contribuera à mettre fin à la violence faite aux femmes, filles et personnes de diverses identités de genre autochtones. La recherche montre que le recadrage, la restauration et le rétablissement des volets *Voix*, *Langage*, *Cadres de référence*, *Impacts* et *Visibilité* par les victimes autochtones, les survivants et leurs communautés peuvent contribuer à mettre fin à la violence contre les femmes autochtones, les filles et les personnes diverses identités de genre en garantissant que la version la plus exacte des récits est racontée, ce qui conduira à des solutions pertinentes et spécifiques à la communauté. En adoptant des pratiques journalistiques transformatrices telles que le recadrage, la restauration et le rétablissement, les professionnels des médias et les entreprises peuvent contribuer à répondre aux appels à la justice lancés par l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et par la Commission de vérité et réconciliation en soutenant des descriptions exactes et centrées sur les survivantes qui contribueront à mettre fin à la VBG chez les peuples autochtones.

“...La violence faite aux femmes autochtones et les conséquences de la VBG, telles que la perte d'enfants au profit du système de protection de l'enfance, créent des schémas génocidaires cycliques et continus qui éliminent violemment les femmes et les filles des communautés parce que leur présence menace les fondements mêmes de l'État canadien”





Conclusion

Les analyses documentaires approfondies présentées dans ce document portent sur la littérature autochtone et non autochtone en lien avec la représentation de la VBG dans les médias, ainsi que sur les aspirations à une meilleure couverture présentées par les survivantes, les organisations de base, les articles universitaires, les documents sur l'état des connaissances, les méta-analyses, les directives à l'intention des médias et les organismes gouvernementaux. Collectivement, nous avons constaté que les appels au changement s'articulent autour des thèmes suivants : *Voix, Langue, Cadres de référence, Impacts et Visibilité*, et proposent deux thèmes visant à recadrer, restaurer et rétablir la capacité d'action des peuples autochtones par le biais d'approches transformatrices du journalisme *basées sur les désirs* et tenant *compte des traumatismes*. Nos conclusions démontrent un large consensus sur le fait que la VBG doit être représentée de manière précise et attentive dans les médias afin de la prévenir et de la traiter, selon les connaissances et les aspirations des experts en VBG. Notre recherche dans ce document sert également à renforcer les voix des experts du réseau national et du réseau national autochtone du projet **VBG dans les médias** d'Aura Freedom, avec lesquels nous avons collaboré pour créer nos *Directives sur la VBG dans les médias*.



Références

- Abraham, M., & Tastsoglou, E. (2016). Addressing domestic violence in Canada and the United States: The uneasy co-habitation of women and the state. *Current Sociology*, 64(4), 568–585.
- Anastasio, P. A., & Costa, D. M. (2004). Twice Hurt: How Newspaper Coverage May Reduce Empathy and Engender Blame for Female Victims of Crime. *Sex Roles: A Journal of Research*, 51(9-10), 535–542.
- Aura Freedom International. (2022). GBV In The Media Project. <https://gbvinthedia.ca>
- Aura Freedom International and Native Women's Resource Centre of Toronto. (2020). *Violence Against Indigenous Women, Girls and 2-Spirit People - a component of the Relentless Resilience campaign and Gender-Based Violence Resource Centre*. Retrieved from: <https://aurafreedom.org/relentless-resilience/violence-against-indigenous-women/>
- Aura Freedom International. (2021). *Imagine* video series - a component of the *Relentless Resilience* campaign and *Gender-Based Violence Resource Centre*. Retrieved from: <https://aurafreedom.org/relentless-resilience/imagine/>
- Aura Freedom International - Kokkoros, M. (2020). *Relentless Resilience - Addressing Gender-Based Violence Through Grassroots Excellence, A Beijing +25 Canadian Parallel Report*. https://aurafreedom.org/content/uploads/2020/02/AF_RelentlessResilience_Beijing25_Cdn_ParallelRpt_Feb2020.pdf
- Australia's National Research Organisation for Women's Safety. (2018). *Violence against women: Accurate use of key statistics* (ANROWS Insights 05/2018). ANROWS.
- Baskin, C. (2020). Contemporary Indigenous Women's Roles: Traditional Teachings or Internalized Colonialism? *Violence Against Women*, 26(15-16), 2083–2101.
- Butler, J. (2009). *Frames of war: when is life grievable?* New York.
- Buller, M., Audette, M., Eyolison, B., and Robinson, Q. (2019). *Calls for Justice*. Canada [Archived Web Site] Retrieved from https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Calls_for_Justice.pdf
- Bullock, C. F. (2007). Framing domestic violence fatalities: Coverage by Utah newspapers. *Women's Studies in Communication*, 30(1), 34-63.
- Bullock, C. F., & Cubert, J. (2002). Coverage of domestic violence fatalities by newspapers in Washington state. *Journal of Interpersonal Violence*, 17, 475-499.
- Canadian Femicide Observatory for Justice and Accountability. (2020). *Femicide in the Media*. <https://www.femicideincanada.ca/media>
- Canadian Femicide Observatory for Justice and Accountability. (2020). *Tips for Media*. <https://www.femicideincanada.ca/tips>
- Carlyle, K. E., Orr, C., Savage, M. W., & Babin, E. A. (2014). News coverage of intimate partner violence: Impact on prosocial responses. *Media Psychology*, 17(4), 451–471.
- Coulthard, G. S. (2014). *Red Skin, White Masks: Rejecting the Colonial Politics of Recognition*. University of Minnesota Press.
- Cripps, K. (2021). Media constructions of Indigenous women in sexual assault cases: reflections from Australia and Canada. *Current Issues in Criminal Justice*, 33(3), 300–321.

- Cullen, P., O'Brien, A., & Corcoran, M. (2019). Reporting on domestic violence in the Irish media: an exploratory study of journalists' perceptions and practices. *Media, Culture & Society*, 41(6), 774–790.
- Custers, K. and Van den Bulck, J. (2013) The Cultivation of Fear of Sexual Violence in Women: Processes and Moderators of the Relationship between Television and Fear. *Communication Research*, 40, 96-124.
- Dorries, H., & Harjo, L. (2020). Beyond Safety: Refusing Colonial Violence Through Indigenous Feminist Planning. *Journal of Planning Education and Research*, 40(2), 210–219.
- Easteal, P., Holland, K., & Judd, K. (2015). Enduring themes and silences in media portrayals of violence against women. *Women's Studies International Forum*, 48, 103-113.
- Easteal, Patricia & Blatchford, Annie & Holland, Kate & Sutherland, Georgina. (2021). Teaching Journalists About Violence Against Women Best Reportage Practices: An Australian Case Study. *Journalism Practice*, 16, 1-17.
- Equal Press. (2020). Reporting on Gender-Based Violence: A Guide for Journalists. Project of Mosaic, funded by Women and Gender Equality Canada.
- Equality Now. (2022). *Reporting On Female Genital Mutilation (FGM) – Global Edition*. <https://www.equalitynow.org/resource/fgmtoolkit-global/>
- Fairbairn, Jordan & Dawson, Myrna. (2013). Canadian News Coverage of Intimate Partner Homicide: Analyzing Changes Over Time. *Feminist Criminology*, 8, 147-176.
- femifesto + collaborators. (2015). *Use the Right Words: Media Reporting on Sexual Violence in Canada*. <https://static1.squarespace.com/static/58ba4d7886e6c0c5a7fae401/t/5a763b08f9619a31bd1e8b01/1517697825887/UseTheRightWords.pdf>
- Ferris, S., Ladner, K., Allard, D., & Hughes, M. (2018). Commemoration and Decolonization in the Missing and Murdered Indigenous Women Database. *Public*, 29(57), 96-106.
- Fotheringham, S., Wells, L., & Goulet, S. (2021). Strengthening the Circle: An International Review of Government Domestic Violence Prevention Plans and Inclusion of Indigenous Peoples. *Violence Against Women*, 27(3-4), 425–446.
- Franiuk, R., Seefeldt, J. L., Cepress, S. L., & Vandello, J. A. (2008). Prevalence and Effects of Rape Myths in Print Journalism: The Kobe Bryant Case. *Violence Against Women*, 14(3), 287–309.
- Gilchrist, K. (2010). “Newsworthy” victims? Exploring differences in Canadian local press coverage of missing/murdered Aboriginal and white women. *Feminist Media Studies*, 10, 373-390.
- Gill, J. K. (2022). Problematizing “Honour Crimes” within the Canadian Context: A Postcolonial Feminist Analysis of Popular Media and Political Discourses. *Societies*, 12(2), 62.
- Gillespie, L. K., Richards, T. N., Givens, E. M., & Smith, M. D. (2013). Framing deadly domestic violence: Why the media's spin matters in newspaper coverage of femicide. *Violence Against Women*, 19(2), 222-245.
- Global Protection Cluster (GPC), *GBV Area of Responsibility: Media Guidelines for reporting on Gender-Based Violence in Humanitarian Contexts*, 2014.
- Goldsbie, J. (Host). (2022, December 15). Canadaland. [Audio podcast episode]. #841 Trauma-informed Journalism: A Choice and a Voice. <https://www.canadaland.com/podcast/841-trauma-informed-journalism-a-choice-and-a-voice/>
- Government of Canada. (2017). *Taking Action to End Violence Against Young Women and Girls in Canada*, House of Commons. <https://canadacommons.ca/artifacts/1183887/taking-action-to-end-violence-against-young-women-and-girls-in-canada/1737011/> on 01 Feb 2023. CID:20.500.12592/n66xt

- Government of Canada. (2019, June). *Reclaiming Power and Place: the Final Report of the National Inquiry into Missing and Murdered Indigenous Women and Girls*. <https://www.loc.gov/item/lcwaN0028038/>
- Government of Canada. (2021). *16 ways to end gender-based violence*. <https://women-gender-equality.canada.ca/en/commem- orations-celebrations/16-days/16-ways-help-end-gender-based-violence.html>
- Hackett, R. A., & Gruneau, R. (2000). *The missing news: Filters and blind spots in Canada's press*. (Canadian Centre for Policy Alternatives). Toronto: Garamond Press.
- Hart, C., & Gilbertson, A. (2018). When does violence against women matter? Gender, race and class in Australian media representations of sexual violence and homicide. *Outskirts: Feminisms along the Edge*, 39.
- Heidinger, L. (2022). Violent victimization and perceptions of safety: Experiences of First Nations, Métis and Inuit women in Canada. Canadian Centre for Justice and Community Safety: Government of Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-002-x/2022001/article/00004-eng.htm>
- Huhndorf, S. M. (2021). Scenes from the Fringe: Gendered Violence and the Geographies of Indigenous Feminism. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*, 46(3), 561–587.
- Jackson, S. J. (2013). Framing Megan Williams: intersecting discourses of race, class and gen-der in television news coverage of racialized rape. *Feminist Media Studies*, 13(1), 46-63.
- Jiwani, Y., & Young, M. L. (2006). Missing and murdered women: Reproducing marginality in news discourse. *Canadian Journal of Communication*, 31, 895-917.
- Journalists Against Violence Against Women. (2021). *Guidelines on Media Reporting on Violence against Women*. Serbia: United Nations Development Programme. https://novinarkeprotivnasilja.org/wp-content/uploads/2021/12/Guidelines_WEB-VERSION-ENG.pdf
- Jukic, E. (2016). *Research on media coverage of gender-based violence against women in Bosnia and Herzegovina*. UN Women, BiH.
- Katz, J. (2006). *The macho paradox why some men hurt women and how all men can help*. Sourcebooks, Inc.
- Klingspohn, D. M. (2018). The Importance of Culture in Addressing Domestic Violence for First Nation's Women. *Frontiers in Psychology*, 9, 872–872.
- Kuokkanen, R. (2015). Gendered Violence and Politics in Indigenous Communities: THE CASES OF ABORIGINAL PEOPLE IN CANADA AND THE SÁMI IN SCANDINAVIA. *International Feminist Journal of Politics*, 17(2), 271–288.
- Laneuville, P. (2017) Working Together for a Common Purpose: Report of the Inquiry into Missing or Murdered Nunavimmiut. Saturviit: Inuit Women's Association of Nunavik. https://www.saturviit.ca/pdf/Report_Missing-Women_Summary.pdf
- Longestaffe, M. (2017). Indigenous Women as Newspaper Representations: Violence and Action in 1960s Vancouver. *The Canadian Historical Review*, 98(2), 230-26.
- Lykke, L. C. (2016). Visibility and denial: accounts of sexual violence in race- and gender-specific magazines. *Feminist Media Studies*, 16(2), 239–260.
- Marhia, N. (2008). *Just representation? Press reporting and the reality of rape*. London, UK: EAVES.
- Mason P, Monckton-Smith J. (2008) Conflation, collocation, and confusion: British press coverage of the sexual murder of women. *Journalism* 9(6): 691–710.
- McGuinness, M. (2007-2008). *Quarterly media analysis of family violence reporting*. Wellington: McGuinness Institute.

- Meyers, M. (1997). *News coverage of violence against women: Engendering blame*. Thousand Oaks, California: Sage.
- McGruder, M. (2021). Missing and murdered: finding solution to address the epidemic of Missing and Murdered Indigenous Women in Canada and classifying it as “Canadian genocide”. *American Indian Law Review*, 46(1), 115-154.
- Million Dian. 2013. *Therapeutic Nations: Healing in an Age of Indigenous Human Rights*. Tucson: University of Arizona Press.
- Milward, D. L. (2022). *Reconciliation & Indigenous justice : a search for ways forward*. Fernwood Publishing.
- Mbembe, A., & Corcoran, S. (2019). *Necropolitics* (S. Corcoran, Trans.). Duke University Press.
- Minerson, Todd, H. Carolo, T. Dinner, C. Jones. (2011). Issue Brief: Engaging Men and Boys to Reduce and Prevent Gender-Based Violence. Status of Women Canada. <https://static1.squarespace.com/static/61f407c3b5e1337808f6d8d5/t/621e32e78beee447de03a3f5/1646146282305/Engaging+Men+and+Boys+to+Reduce+and+Prevent+Gender+%20Based+Violence.pdf>
- Moeke-Pickering, T., Cote-Meek, S., & Pegoraro, A. (2018). Understanding the ways missing and murdered indigenous women are framed and handled by social media users. *Media International Australia Incorporating Culture & Policy*, 169(1), 54–64.
- Morton, K. (2018). Ugliness as Colonial Violence: Mediations of Murdered and Missing Indigenous Women, in S. Rodrigues, E. Przybylo (eds.), *On the Politics of Ugliness*.
- National Indigenous Women’s Resource Centre. (N.D). *War on Indigenous Women: A Short Guide for Journalists Reporting on MMIWG*. <https://www.niwrc.org/resources/journalist-resources/war-indigenous-women-short-guide-journalists-reporting-mmiwg>
- New Brunswick Aboriginal Peoples Council (NBAPC). (N.D.) Looking Out For Each Other (LOFEO) Project. Retrieved from <https://nbapc.org/programs-and-services/media-guidelines/>
- OAITH. (2021). *Femicide Reporting Recommendations*. <https://www.oaith.ca/assets/library/OAITH-Femicide-Reporting-Recommendations-2021.pdf>
- Our Watch. (2019). *How to report on violence against women and their children*. Melbourne: Our Watch.
- Palacios, L. C. (2016). Killing Abstractions: Indigenous Women and Black Trans Girls Challenging Media Necropower in White Settler States. *Critical Ethnic Studies*, 2(2), 35–60.
- Perez-Torres I. (2016). The duty of the Canadian media in relation to the violence against native women: Lessons drawn from the case of Ciudad Juárez. In Lavell-Harvard D. M., Brant J. (Eds.), *Forever loved: Exposing the hidden crisis of missing and murdered indigenous women and girls in Canada* (pp. 160-174). Bradford, Ontario, Canada: Demeter Press.
- PricewaterhouseCoopers Australia. (2015). *A high price to pay: The economic case for preventing violence against women*. Victoria: Our Watch.
- Richards, Tara & Gillespie, Lane & Smith, M.. (2013). An Examination of the Media Portrayal of Femicide-Suicides: An Exploratory Frame Analysis. *Feminist Criminology*, 9, 24-44.
- Saturviit. (2015). *Breaking the Silence*. Saturviit: Inuit Women’s Association of Nunavik. <https://www.saturviit.ca/pdf/DVD-Brochure-Breaking-The-Silence.pdf>
- Saturviit. (2020). *Bring Hope and Restore Peace: A Study Report on the Life and Concerns of Inuit Women in Nunavik*. Saturviit: Inuit Women’s Association of Nunavik. <https://www.saturviit.ca/pdf/Report-Restore-Peace.pdf>
- Shildrick, M. (2009). *Dangerous Discourses of Disability, Subjectivity and Sexuality*. London: Palgrave Macmillan London.

- Sim, C. (2008). Invisible Wounds, Invisible Abuse: The Exclusion of Emotional Abuse in Newspaper Articles. *Journal of Emotional Abuse*, 8(4), 375–402.
- Simpson, A. (2016). The State is a Man: Theresa Spence, Loretta Saunders and the Gender of Settler Sovereignty. *Theory & Event*, 19(4).
- Simpson, L. B. (2017). *As We Have Always Done: Indigenous Freedom through Radical Resistance*. University of Minnesota Press.
- Smye, V., Varcoe, C., Browne, A. J., Dion Stout, M., Josewski, V., Ford-Gilboe, M., & Keith, B. (2021). Violence at the Intersections of Women’s Lives in an Urban Context: Indigenous Women’s Experiences of Leaving and/or Staying With an Abusive Partner. *Violence Against Women*, 27(10), 1586–1607.
- Sonke Gender Justice and Health-E News (2017) *Reporting on gender-based violence: A guide for journalists and editors*. Cape Town: Sonke Gender Justice and Health-E News.
- Sutherland, G., McCormack, A., Pirkis, J., Easteal, P., Holland, K., & Vaughan, C. (2015). *Media representations of violence against women and their children: state of knowledge paper*. Sydney, Australia: ANROWS.
- Trans Journalists Association. (n.d.). *The Trans Journalists Association Style Guide*. <https://transjournalists.org/style-guide/>
- Truth and Reconciliation Commission of Canada. (2015, June). *The Final Report of the Truth and Reconciliation Commission: Calls to Action*. https://publications.gc.ca/collections/collection_2015/trc/IR4-8-2015-eng.pdf
- Tuck, E. (2009). Suspending Damage: A Letter to Communities. *Harvard Educational Review*, 79(3), 409–428.
- Tuhiwai-Smith, L. (1999). *Decolonizing methodologies: Research and indigenous peoples*. New York, NY: Zed Books.
- Turpel-Lafond, M. E. (2016). *Too many victims: Sexualized violence in the lives of children and youth in care*. Victoria: Representative for Children and Youth. Retrieved from <https://www.rcybc.ca/>
- United Nations Children’s Fund (UNICEF) & UN Women. (2020). Responsible representation and reporting of violence against women and violence against children: Guidelines for Media Professionals. <https://www.unicef.org/rosa/media/12401/file/Guidelines%20for%20Media%20Professionals.pdf>
- University of Western Ontario. (2020). *Trauma and Violence Informed Care*. https://gtvincubator.uwo.ca/wp-content/uploads/2020/04/UWO_Educ_TVIC_Tool_2020.pdf
- VAWnet. (2021). The Scope of the Problem: Intimate Partner Homicide Statistics. Retrieved from <https://vawnet.org/sc/scope-problem-intimate-partner-homicide-statistics>
- Veto Violence. (n.d.). *Reporting on Sexual Violence*. https://vetoviolence.cdc.gov/sites/all/themes/veto_bootstrap/assets/sv-landing/SV-MediaGuide-508c.pdf
- Walsh, J. (2017). The national inquiry into the missing and murdered indigenous women and girls in ‘Canada’: A probe in peril. *Indigenous Law Bulletin*, 8(30), 6-10.
- Welch, M., Fenwick, M., & Roberts, M. (1997). Primary definitions of crime and moral panic: A content analysis of experts quotes in feature newspaper article of crime. *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 34, 474-494.
- Wieskamp, V. N., & Smith, C. (2020). “What to do when you’re raped”: Indigenous women critiquing and coping through a rhetoric of survivance. *The Quarterly Journal of Speech*, 106(1), 72–94.
- Williams, J. E., Gifford, W., Vanderspank-Wright, B., & Phillips, J. C. (2021). Violence and Health Promotion Among First Nations, Métis, and Inuit Women: A Systematic Review of Qualitative Research. *Trauma, Violence, & Abuse*, 22(5), 996–1012.

Wolfe, P. (2006). Settler colonialism and the elimination of the native. *Journal of Genocide Research*, 8(4), 387–409.

World Health Organization, Zimmerman, Cathy & Watts, Charlotte. (2003). *WHO ethical and safety recommendations for interviewing trafficked women*.

Worthington, N. (2005). Negotiating news representations of rape: Reporting on a college sexual assault scandal. *Media Report to Women*, 33(4), 6-14.

Worthington, N. (2008). Encoding and decoding rape news: How progressive reporting inverts textual orientations. *Women's Studies in Communication*, 31(3), 344-367.

Wozniak, J. A., & McCloskey, K. A. (2010). Fact or fiction? Gender issues related to newspaper reports of intimate partner homicide. *Violence Against Women*, 16(8), 934- 952.